



## LES MEUBLES DOMINGUE VISENT L'AFRIQUE

D'un petit atelier, l'entreprise familiale Meubles Domingue est de celles qui, à un certain moment de leur développement, n'hésitent pas à se donner de nouvelles ambitions. Pour l'instant, c'est l'Afrique qui intéresse les Meubles Domingue



**SANUSI LAMIDO SANUSI,**  
NIGERIAN CENTRAL BANK GOVERNOR

### “VERY DIFFICULT FOR YOUR GOVERNOR TO BE INDEPENDENT...”

Three times African Banker Awards winner, Sanusi Lamido Sanusi talks about the bank reforms, the obstacles and challenges he faced and how underperforming CEOs should be sanctioned. He also shares his views on the love and hate relationship between the Ministry of Finance and the Central Bank



### DEEP RIVER INVESTMENT SAGA

#### DERRIÈRE LES FAÇADES

Sollicité par Capital - il y a une dizaine de jours - à répondre à quelques questions, la direction de Deep River Investment Limited (DRIL) nous a demandé de nous référer aux communiqués publiés dans la presse. Conseil suivi à la lettre. En y ajoutant les résultats de quelques petites recherches. Décryptage

## PARTENARIAT STRATÉGIQUE AIR MAURITIUS-EMIRATES

# ANNULÉ



### SOCIALISME

DE L'UTOPIE À LA RÉALITÉ  
ET DE LA RÉALITÉ À L'UTOPIE...



### ERIC DORCHIES, CEO DU GROUPE AQUARELLE

« NOUS AVONS CONFIANCE DANS  
LE SECTEUR TEXTILE MAURICIEN »



**BSP SCHOOL**  
OF ACCOUNTANCY & MANAGEMENT  
YOUR SUCCESS IS OUR MAIN FOCUS

ACCA GOLD APPROVED LEARNING PARTNER

**Claritas**  
Investment Certificate

apply now

**CFA**<sup>®</sup>

All levels

A TEC, MQA & HRDC approved institution

# BSP School launching Claritas<sup>®</sup> Investment Certificate (CIC)

"In recent years, financial institutions have suffered considerable reputational damage. We must work to raise the professional standards of all participants in this industry and rebuild public trust."

- John Rogers, CFA, president and CEO of CFA Institute



**STAND OUT  
FROM THE CROWD**

And gain fundamental  
knowledge  
needed to work in the  
Financial & investment  
industry.

## Who should attend?

Those who work within offshore management companies, asset management firms, commercial and investment banks, insurance companies, data and media businesses and professional services organisations in the following functions: Operations, Administration, IT, HR, Marketing, Sales, Compliance, Legal and Customer Service. University students may also attend.

## Speak the same language with Finance Professionals & Experts

This new certificate started in April 2013 and 82% of the candidates have passed the first exam.

According to a survey:

- 85% reported they would recommend the program to others
- 76% said they had benefitted by increasing their industry knowledge
- 64% said that the program helped them to better understand their ethical obligations within the financial services industry.

Global registration for the Claritas Investment Certificate is now available on the CFA Institute website:  
[cfainstitute.org/programs/claritas](http://cfainstitute.org/programs/claritas)

**Course contents: 7 modules**

**Duration: 3 months**

**Timing of BSP batches: \*December - March - June - September**

\*CIC is very flexible; exams can be taken anytime. Our above batches will ensure this flexibility.

Call on **208 6160** or send email on: [admin@bspschool.com](mailto:admin@bspschool.com)  
to join our 'Walk-In' OPEN DAYS from 31st August to 6th September 2013  
for queries & course fee. Week days: 9.30 - 17.30 | Week-End: 9.30 - 14.00

Apply Now  
Only @ BSP School

### Exam Topics

The approximate weighting of the topics covered in the exam is:

Module 1	Industry overview:	5%
Module 2	Ethics and regulation:	10%
Module 3	Tools and inputs	20%
Module 4	Investment instruments:	20%
Module 5	Industry structure:	20%
Module 6	Industry controls:	20%
Module 7	Serving clients needs:	5%

**Timetable** (Courses starting as from 12th September 2013)

**Early bird special launching price: Rs 21,000\***  
\*study material inclusive | exclude exam fees

\*\*MQA approval in progress

**Claritas Investment  
Certificate**

By: Mr. Yasir Ali, ACMA (UK), ACCA, CFA, FRM  
Senior Lecturer at BSP School  
Top lecturer from Asia-Pacific region

Thursdays

17:30 Hrs to 20:00 Hrs

Fridays

17:30 Hrs to 20:00 Hrs

**Transport arrangements available - \*conditions apply**

Level 2, Anglo Mauritius House, Intendance Street, Port Louis  
Level 2, Manhattan, Curepipe

tel : 208 6160 | 294 6160 | 250 6160 | 942 6160

tel : 670 6160 | 292 5160

email : [bspschool@orange.mu](mailto:bspschool@orange.mu) | [www.bspschool.com](http://www.bspschool.com)

## DEEP RIVER INVESTMENT SAGA

## DERRIÈRE LES FAÇADES

Sollicité par Capital - il y a une dizaine de jours - à répondre à quelques questions, la direction de Deep River Investment Limited (DRIL) nous a demandé de nous référer aux communiqués publiés dans la presse. Conseil suivi à la lettre. En y ajoutant les résultats de quelques petites recherches. Décryptage

▼ RUDY VEERAMUNDAR

“*If you can't beat them...buy them!*” C'est la première phrase qui vient à l'esprit pour écrire l'épilogue de la DRIL Saga. C'est maintenant terminé. Deux ans d'âpres conflits entre actionnaires et membres du conseil d'administration. On devra ainsi patienter encore longtemps pour assister à un premier cas d'Offre Publique d'Acquisition (OPA) à Maurice.

Faute de restructuration tant souhaitée, un groupe de « réfractaires » ont finalement vendu leurs actions. A coup de formules des plus complexes aux yeux du commun des mortels, les actionnaires ont évité le « pire ». Le bloc de 33 % d'actions n'ira pas entre les mains d'investisseurs étrangers, bien que rien ne devrait être considéré « étranger » pour tout marché libre qui se respecte.

Que s'est-il passé au juste ? Et comment ?

32,57 % d'actions. C'est le pourcentage représentant le bloc d'actionnaires qui sont sortis de DRIL le 19 juillet dernier. Les vendeurs sont : Firefox Ltd (qui a vendu 4,8 % de ses actions), François d'Hotman, Michel Pitot, Jason Ltd, Société Jason, Bertrand Rey, Bernard Dalais, Succession J. François Bernard Rousset, Odile James, Elizabeth Anne Marie Lise Douyere, Succession Jacques Dalais, Société Frénésie, Société Du Cap Fleuri, Société Zorba, Monique Wiehé, Dominique et François Rousset et Marie Alice Desvaux.

## LE PROBLÈME DE LA DETTE

Les acheteurs sont : Adenia, Société Saffron, Société de Mercoeur (représentée par Arnaud Dalais), Oxaco Holdings, Compagnie Letellier, Trends Ltd, Hugnin Frères Ltd, Geoffroy Ltd, Société Hugnin et Louis Guimbeau.

Il est aussi à noter que le reste des actions - plus de 5 millions - de Firefox Ltd ont été acquis par DRIL à travers une opération 'buy back' le 15 août dernier à Rs 49 l'action.

L'un des faits marquants dans la transaction est la présence d'Adenia, une 'Private Equity Firm'. La question que se posent bon nombre d'observateurs demeure : Comment cette compagnie a-t-elle pu se retrouver dans une société, certes listée, mais plus ou moins reconnue comme étant familiale ? Selon les explications d'un 'trader', les Private Equity Firms n'entrent dans aucune transaction sans une indication claire de sortie. Il nous revient que parmi les nouveaux acquéreurs se trouvent un professionnel



## DRIL s'endette ainsi en deux occasions. A travers l'acquisition d'Adenia au sein de CIEL Textile et à travers le 'buy back' de certaines actions de Firefox Ltd

réputé dans le secteur du Private Equity en Afrique du Sud. Un ancien PDG de la région y figurerait aussi.

Mais la transaction n'est pas aussi simple. Entre les deux ventes - celle à la bourse et le 'buy back' - des communiqués publiés dans la presse fournissent d'autres informations, indiquant certains changements majeurs au sein de l'actionariat de CIEL Investment et CIEL Textile. En effet, nous comprenons que DRIL a acheté les parts de son plus gros actionnaire, en l'occurrence un fonds géré par IP Capital, pour une somme avoisinant les Rs 195 millions.

Précisons, ici, que les deux principaux actionnaires de CIEL Textile Ltd ne sont autres que DRIL lui-même, avec 25,7 % d'actions, et IP Capital, qui détient 25,7 % d'actions à travers Adenia Ltd. La décision de DRIL de racheter la part d'Adenia déclenche ainsi un 'mandatory takeover', où DRIL se retrouve dans la situation de faire une offre à tous les actionnaires de CIEL Textile. Il est à noter que c'est la même Adenia, mentionnée plus haut, qui a fait une partie de l'acquisition des actions vendues en Bourse

par les actionnaires «réfractaires».

DRIL s'endette ainsi en deux occasions. A travers l'acquisition d'Adenia au sein de CIEL Textile et à travers le 'buy back' de certaines actions de Firefox Ltd. Pour tout observateur, il est un fait indéniable que les dividendes que DRIL reçoit ne sont pas suffisants pour soutenir l'endettement lié aux transactions mentionnées. Ce qui explique l'idée du 'merger' entre DRIL et CIEL Investment. Le but n'étant autre que de résoudre le problème de repayer la dette et les intérêts. A travers la nouvelle société créée, DRIL obtient ainsi accès aux 'cash flows' de CIEL Investment et CIEL Textile.

## QUE FERONT LES DALAIS ?

Ouvrons une parenthèse afin de prendre le 'merger' de Deep River Beau Champ (DRBC) et de Flacq United Estates Limited (FUEL) comme exemple. Lors de cette fusion, une évaluation s'était avérée nécessaire pour définir le prix de l'action. Qu'en sera-t-il pour le cas de DRIL-CIEL Investment ? Le prix sera-t-il celui du marché, du 'net asset value',

du 'market net asset value' ou du 'book net asset value' ? Dans le cas d'une prise en considération du 'book net asset value', comprenons que la valeur de la compagnie sera de tenir en compte chaque item séparé de CIEL Investment et de CIEL Textile. Dans un langage simple, disons que pour que l'actionnaire réalise Rs 66,26 - basé sur le bilan de 2012 - il faut «casser» la compagnie et la vendre...

Il est également à souligner que la famille Dalais est majoritaire en nombre au conseil d'administration, et également au niveau de l'actionariat. Vont-ils ainsi conclure que DRIL est plus influent en terme de valeurs d'actions ? Et cela, sans compter qu'ils contrôlent également CIEL Investment.

Pour conclure, il est important de remonter de deux à trois ans en arrière, alors que certains des actionnaires qualifiés maintenant de «réfractaires» étaient à cette époque représentés sur le conseil d'administration. Ils avaient demandé une restructuration du groupe CIEL, pour revoir les coûts d'opération, dont les management fees jugés excessifs. Faute de quoi, ils n'envisageraient d'autres options que de vendre leurs actions en bloc.

Que conclure ? Dettes et acquisitions pour garder le contrôle de la compagnie. Mais qu'en est-il de l'intérêt des actionnaires minoritaires ? Pourquoi donc toutes ces injonctions en cour, ces procès publics contre trois directeurs qui ne voulaient que vendre ce qui leur appartenait, ces arbitrages coûteux ?

Tout cela devant un régulateur étrangement indifférent et silencieux...

Après avoir fait la cour à Air France, Air India, British Airways et Qatar Airways, la compagnie d'aviation nationale croyait avoir trouvé en Emirates Airlines le parfait partenaire stratégique pour lui permettre de renouveler une flotte vieillissante et coûteuse. Mais voilà : malgré une relation de plus de dix ans avec Air Mauritius, Dubaï a dit non



**PARTENARIAT STRATÉGIQUE AIR MAURITIUS-EMIRATES**

# ANNULÉ



▼ HERRSHA LUTCHMAN-BOODHUN

**D**e par sa situation financière, Air Mauritius est à la recherche d'un partenaire stratégique. La nouvelle est officielle depuis maintenant plus d'une année. Le besoin pressant de renouveler sa flotte d'avions n'est pas non plus un secret. Parmi les éventuels partenaires sur la liste, Emirates fait figure de favori. En effet, si le géant de Dubaï entre dans l'actionnariat de MK, celle-ci se retrouverait en position de bénéficiaire d'appareils à prix coûtant, profitant du 'bulk buying' de son partenaire.

Au sein du bâtiment Paille-en-Queue, l'affaire était donc scellée en faveur d'Emirates, et on s'acheminait à une signature de contrat illico presto. Que nenni ! Selon nos recoupements, le deal aurait capoté en raison de problèmes qui auraient fait surface depuis 2-3 mois, renvoyant ainsi Air Mauritius à la case départ du dossier de partenariat stratégique.

Le revers est d'autant plus sérieux que bien qu'elle dispose d'un important réserve de capital, celui-ci ne permettrait pas à la compagnie d'aviation nationale de passer commande de

nouveaux avions. Selon des experts, le réserve de capital ne serait pas suffisant pour que les banques octroient des garanties à Air Mauritius.

D'où le choix même d'Emirates comme partenaire stratégique. Cette dernière, qui peut facilement renouveler sa flotte d'avions, aurait assuré le gros de l'investissement dans les nouveaux avions d'Air Mauritius, qui au-

Les consultants de Seabury, compagnie engagée par Air Mauritius pour établir son plan de restructuration, auraient soutenu, à un certain moment, que l'accord liant les deux bénéficierait bien plus à Emirates qu'à la compagnie d'aviation nationale

rait en outre bénéficié d'un meilleur prix. En cela, le besoin d'un partenariat stratégique serait moins lié au besoin d'une nouvelle injection de capital dans la compagnie qu'à l'acquisition de nouveaux appareils.

Le renouvellement de la flotte est une nécessité, puisque les appareils actuellement en service sont âgés et nécessitent une maintenance plus régulière, ce qui augmente les coûts

## LA HAUSSE DU 'FUEL SURCHARGE' AGACE

La nouvelle fait le tour des agences de voyages depuis le 22 août dernier. Dans un circulaire, Air Mauritius a fait part de sa décision d'augmenter le 'fuel surcharge' sur plusieurs lignes. Une hausse qui devrait être applicable à partir de ce jeudi. Pour les destinations de Londres, Paris, Shanghai et Beijing, le 'fuel surcharge' connaît ainsi une hausse de 10 euros par trajet, soit 20 euros pour un aller-retour.

Durban, Johannesburg, Cape Town, Nairobi, Dubai, Bangalore, Chennai, Mumbai, Delhi, Kuala Lumpur, Singapour et Perth seront frappées d'une hausse de 7 euros par trajet, tandis que pour se rendre à Antananarivo ou à La Réunion (St Denis et St Pierre), les ralonges seront respectivement de 3 et de 2 euros. Seuls Rodrigues et Hong Kong ne sont pas concernés par ces nouveaux tarifs. La hausse du 'fuel surcharge' ne ferait pas plaisir aux agents de voyages et s'ajouterait à une liste de doléances déjà chargée. Ces derniers déplorent en effet l'annulation, depuis deux ans, des tarifs spéciaux accordés aux personnes du troisième âge, ainsi que du tarif étudiant. Malgré les difficultés rencontrées, la concurrence, avancent-ils, n'a pas fait le même choix. Ainsi, Air France propose toujours un tarif jeune pour les moins de 25 ans, et un tarif étudiant pour les moins de 27 ans.

« En supprimant ces tarifs spéciaux, c'est tout ce lien social que la compagnie avait pu établir avec la population qui s'envole », regrettent les agents de voyages.

d'opération. Le plus vieil avion de la flotte nationale, qui a dépassé les 18 ans, devrait d'ailleurs être retiré de la circulation d'ici 2015 au plus tard, tandis que le deuxième appareil le plus âgé compte plus de 14 ans de service.

De plus, nos avions sont encore des appareils quadrimoteurs, alors qu'avec l'évolution technologique, les appareils modernes comptent en moyenne deux réacteurs (biréacteurs). Ainsi, indiquent des sources, nos appareils sont plus gourmands en carburant de 20% que les biréacteurs, ce qui, à l'époque de l'épisode du hedging (Ndlr : voir hors-texte), avait contribué, selon les observateurs, à plomber davantage la compagnie.

## EMIRATES À MAURICE

Air Mauritius ne pourra donc, pour se payer des appareils plus modernes et économiques, se tourner vers Emirates. Ce qui devrait renforcer Navin Ramgoolam dans ses convictions. En effet, évoquant, lors de sa conférence de presse du 17 mars 2012, l'accord signé entre la compagnie d'aviation nationale et Emirates, permettant à celle-ci d'opérer sur la route Maurice-Dubaï, le Premier ministre avait affirmé qu'« Air Mauritius n'a rien eu en retour dans cette affaire ».

Selon lui, cet accord qu'il avait refusé de signer lorsqu'il était Premier

ministre (1995-2000), avait été conclu à la va-vite, entre 2001 et 2002, par Paul Bérenger, alors Premier ministre. Selon les termes de l'accord, les vols entre Plaisance et Dubaï étaient opérés par des Boeing 777-200 d'Emirates, alors qu'Air Mauritius n'avait droit qu'à une allocation en sièges sur chaque vol.

Le choix d'Emirates s'expliquait par le fait que son réseau et sa capacité, en termes de sièges, apparaissaient idéales, aux yeux des autorités, pour transporter plus de touristes à Maurice. Mais les autorités n'avaient pas prévu ce qui allait suivre. Selon des observateurs, le nombre de vols directs Maurice-Londres opérés par Air Mauritius auraient diminué, surtout que certaines personnes trouvaient inconfortables un vol de douze heures, alors qu'elles avaient l'option d'un vol avec escale à Dubaï.

Malgré tout, la présence d'Emirates à Maurice va graduellement grandir, puisque des trois vols programmés par semaine au départ, ce chiffre a récemment atteint 15 vols. En 2012, alors que la compagnie célébrait ses dix ans de collaboration avec Air Mauritius, les discussions concernant un éventuel partenariat stratégique allaient refaire surface.

Mais avant Emirates, des discussions avaient déjà eu lieu avec plusieurs autres transporteurs. Si dans un premier temps, Air France, partenaire historique d'Air Mauritius, a voulu répondre à l'appel, l'intérêt initial des Français allait peu de temps après céder la place à des « Oui, mais... » trahissant un net refroidissement. Pour cause : Air France-KLM fait face à une situation financière



déficitaire. En effet, en 2012, la compagnie a enregistré une perte nette de près de 1,2 milliard d'euros, en raison de charges de restructuration de 471 millions pour financer des départs volontaires.

Idem pour Air India. Le partenariat l'intéresse, mais la compagnie fait face à des problèmes d'argent. Selon la presse indienne, les compagnies aériennes Air India et Kingfisher ont en effet essuyé des pertes combinées de quelque 1,4 milliard d'euros sur l'exercice 2011-2012.

La troisième compagnie approchée par le gouvernement mauricien ne serait autre que British Airways. Cette dernière aurait donné la même réponse qu'Air France.

Selon nos renseignements, Qatar Airways aurait par la suite démontré un intérêt pour l'acquisition d'actions d'Air Mauritius. Cependant, pour certaines raisons non définies, elle n'aurait pas donné suite aux négociations entamées. Selon certaines sources, la proximité de Maurice avec Emirates et les faveurs qui lui auraient été accordés n'auraient pas plu aux Qataris.

Dans l'une de ses éditions de 2012, Capital faisait d'ailleurs état que c'était déjà le vœu du premier gouvernement de Navin Ramgoolam (1995-2000) que Qatar Airways vienne à Maurice. Toutefois, lorsqu'il a perdu les élections de 2000, c'est Emirates qui a signé un accord avec la compagnie d'aviation nationale. Dès lors, les Qataris, auraient rayé le nom d'Air Mauritius de la liste de ses potentiels alliés commerciaux.

#### QATAR AIRWAYS HORS-COURSE, EMIRATES DEVIENT LE GRAND FAVORI.

Les négociations démarrent, mais c'est sans compter les 'add-ons' verbaux dont Emirates auraient bénéficié et qui commencent à faire jaser. Ces petits plus se seraient par exemple convertis, pour certains, en une augmentation du nombre de vols opérés par la compagnie sur Maurice. Les consultants de Seabury, compagnie engagée par Air Mauritius pour établir son plan de restructuration, auraient même soutenu,

à un certain moment, que l'accord liant les deux bénéficierait bien plus à Emirates qu'à la compagnie d'aviation nationale.

Des observateurs s'attardent ainsi à dire que la compagnie du Golfe ne ferait qu'embarquer des passagers à Maurice, à destination de Dubaï, et qu'à partir de là, « ils peuvent aller n'importe où plus facilement » à travers les 126 destinations desservies par Emirates.

D'autres expliquent qu'avec l'A380 que la compagnie envisage de déployer sur cette route à partir de décembre, une nouvelle menace plane sur Air Mauritius. Il semble évident, pour les observateurs, qu'avec sa capacité de 517 places, soit 153 sièges additionnels, le nouvel Airbus – qui coûte entre USD 317 millions et USD 338 millions – risque de rafler plus de passagers.

Chose intéressante, dans un communiqué de presse, Thierry Antinori, Executive Vice-President and Chief Commercial Officer d'Emirates, a fait ressortir que le nouvel avion servirait plusieurs destinations à travers son réseau en Europe, au Moyen-Orient et en Asie, en passant par son hub à Dubaï, soit des destinations que Maurice dessert déjà.

La menace étant réelle, pendant les négociations avec Emirates, Air Mauritius aurait d'ailleurs évoqué la nécessité de faire de sorte que Maurice ne soit pas utilisée pour rabattre des passagers vers le hub de Dubaï. La compagnie locale juge en effet important de continuer de desservir l'Europe, ainsi que l'Asie, ses deux principaux marchés touristiques.

Pourtant, face à la crise et le manque de passagers sur certaines lignes, Air Mauritius a pris la décision d'annuler ses vols sur Milan, Genève, Francfort et Munich. Selon certaines sources, la compagnie croyait pouvoir basculer les passagers provenant de ces régions européennes sur Air France, mais ce serait finalement Emirates qui s'y collerait. En contrepartie, elle aurait augmenté la fréquence de ses vols sur l'axe Dubaï-Maurice.

## Un 'hedging' qui fait mal

La fameuse saga de 'fuel hedging' a causé des pertes importantes à la compagnie d'aviation nationale. Air Mauritius s'était ainsi engagée, en 2008, à se faire livrer le carburant à 105 USD, sur deux années financières (2008-2009, 2009-2010), quel que soit le prix du marché.

Les autorités ne s'attendaient pas, cependant, à une dégringolade de la demande énergétique aux États-Unis, en Europe et en Chine, soit chez les grands consommateurs de produits pétroliers. Ainsi, à un moment donné, alors que le pétrole se vendait à environ 35 USD le baril au cours du marché, la compagnie continuait à acheter son carburant à 105 USD.

Preuve qu'il s'agit là d'un exercice à hauts risques, le prix du baril n'a, depuis, cessé de fluctuer. De USD 39 au 30 décembre 2008, il a atteint USD 78 en décembre 2009, USD 90 en décembre 2010, USD 99 en décembre 2011, avant de retomber à USD 88 en décembre 2012. Soit, malgré tout, beaucoup moins que les 105 USD du fameux hedging...

## Emirates-Air Mauritius : zones de turbulence

En 2005, la presse faisait déjà état de turbulences entre Air Mauritius et Emirates. La première était insatisfaite de l'accord signé en 2001 et qui stipulait que les deux compagnies pouvaient chacune opérer trois vols entre Maurice et Dubaï. Or, la compagnie d'aviation nationale avait abandonné la desserte, en 2012, après seulement huit mois d'opération. Faisant face à un taux de remplissage extrêmement faible, le transporteur mauricien avait en effet été forcé de retirer son Boeing 767 de cette route. Cédant l'un de ses vols à Emirates, Air Mauritius avait, en contrepartie, obtenu 45 sièges sur chacun des quatre vols du transporteur. Mais cet arrangement, conclu en 2002, n'était plus, en 2005, au goût du nouveau management d'Air Mauritius, nommé par Navin Ramgoolam. La renégociation de l'accord ne devait cependant rien donner.

### LES ACTIONS DÉGRINGOLENT APRÈS LE 11 MARS

Durant l'année écoulée, le prix des actions d'Air Mauritius a connu des hauts et des bas. C'est le cours normal du marché. Toutefois, on note que si de janvier à mars 2013, l'action a connu une courbe ascendante, elle a commencé à dégringoler après le 11 mars. Le tableau ci-dessous présente les fluctuations dans l'action d'Air Mauritius depuis août 2012.

Période	Prix (Rs)
27 août 2012	9,80
Mi-septembre	10,50
Mi-novembre	10,80
Début janvier	11,60
Début février	13,80
Mi-février	14,60
Début mars	13,50
11 mars	15,00
Début avril	13,10
Fin avril	14,05
Début mai	14,20
Mi-août	13,50

Pour ce qui est du bilan financier, Air Mauritius a connu, au premier trimestre de cette année, une amélioration de sa situation financière, et a pu réduire son déficit. En effet, pour la période avril-juin 2010, la compagnie avait enregistré un résultat net négatif de 11,6 millions d'euros. Une mauvaise performance répétée pour la période avril-juin 2011, avec -11,9 millions d'euros. Ce n'est qu'à partir de l'année dernière qu'Air Mauritius a pu remonter la pente, avec un résultat négatif de 10,4 millions pour avril-juin 2012, alors que pour la même période, cette année, le résultat négatif n'est que de 8,3 millions d'euros.

▼ HERRSHA LUTCHMAN-BOODHUN

J eudi, 9h30. La salle de conférences de l'hôtel Maritim est bondée. Plusieurs gouverneurs de Banques centrales africaines, dont Rundheersing Bheenick, de la Banque de Maurice et Mohammed Laksaci, président de l'Association des Banques centrales africaines (ABCA), sont assis au premier rang. Jaime Caruana, General Manager de Bank for International Settlements, les y a rejoints. Le ministre des Finances, Xavier-Luc Duval, arrivera plus tard, suivi du Premier ministre Navin Ramgoolam. En tout, plus d'une vingtaine de délégués assistent au Symposium des gouverneurs.

Capital vous propose, dans l'ordre de passage des orateurs, les principaux discours de cette journée riche en informations.

#### RUNDHEERSING BHEENICK : MISER SUR LA TECHNOLOGIE

Les débats autour de l'inclusion financière, dont les premiers datent de 2007, ont débouché sur un plan d'action, soit le 'G20 Financial Inclusion Action Plan'. Une chose positive car il devient impératif, selon Rundheersing Bheenick, le vice-président de l'ABCA, d'améliorer la qualité des services bancaires offerts, mais également de baisser le coût de ces services.

« Environ 77% de la population africaine n'a toujours pas accès à la finance. Parmi, certains n'ont jamais mis les pieds dans une banque. Notre part du travail est donc déjà taillé », a-t-il fait ressortir dans son discours.

En ce qui concerne la situation à Maurice, il dira que le pays avance lentement, mais sûrement. Des projets ont été mis sur pied pour encourager les petites et moyennes entreprises, qui peuvent également bénéficier de crédits pour démarrer les activités. Pour ce qui est des coûts des services bancaires, il est à rappeler que la Banque centrale a déjà mis sur pied un Taskforce pour se pencher sur les termes et coûts liés aux contrats.

Le gouverneur de la BoM reconnaît, par ailleurs, que l'innovation technologique est la clé pour améliorer l'accès à la finance. « Les innovations tournant autour du 'mobile banking' réduisent les barrières de distance, car les gens y ont plus facilement accès. Elles réduisent également le coût des services financiers vis-à-vis des plus pauvres et des petites entreprises », renchérit Rundheersing Bheenick.

#### MOHAMMED LAKSACI : LES MESURES PRISES EN ALGÉRIE

Le président de l'ABCA a, dans son discours, soutenu que l'accès aux finances demeure en-deçà de son potentiel, particulièrement pour les petites et moyennes entreprises. Selon Mohammed Laksaci, également gouverneur de la Banque centrale d'Algérie, l'accès « doit se poursuivre pour assurer la stabilité macro-économique ».

Ce dernier a également évoqué ce qui se fait dans son pays pour promouvoir l'inclusion financière. Ainsi, en décembre de l'année dernière, la banque cen-

## SYMPOSIUM DES GOUVERNEURS

# COMMENT ASSURER L'ACCÈS À LA FINANCE

Plus d'une dizaine de gouverneurs africains se sont donné rendez-vous, la semaine dernière, pour aborder le thème de l'inclusion financière. Entre échanges de points de vue et débats, l'objectif du Symposium des gouverneurs, tenue le 22 août dernier, était clair : permettre aux 77% de la population africaine n'ayant pas accès à la finance de profiter des services bancaires



**OPINION.** La majorité des gouverneurs des banques centrales africaines sont d'avis que la technologie, surtout le mobile banking, aidera à combattre l'exclusion financière

trale algérienne a instauré le droit au compte bancaire « dans le but de faciliter l'ouverture des comptes des ménages, sans distinction au niveau local ».

En juin 2012, la banque d'Algérie a également mis de l'ordre dans les frais bancaires et a fixé un plafond. Les banques sont même tenues de délivrer gratuitement certains services bancaires tels l'ouverture et la clôture de comptes en dinars, la délivrance de chéquiers, la délivrance d'un livret d'épargne, l'établissement et l'envoi d'un relevé de compte trimestriel, ainsi que des virements de compte à compte, entre particuliers, au sein de la même banque.

#### NAVIN RAMGOOLAM : INCLUSION RIME AVEC DÉMOCRATISATION

Le Premier ministre a fait ressortir qu'avoir un système financier inclusif est primordial si l'on souhaite maintenir une politique de démocratisation de l'économie. En cela, a-t-il affirmé, l'inclusion demeure une priorité du gouvernement en place. « Nous devons viser la croissance tout en mettant sur pied des mesures politiques sociales pour éradiquer la pauvreté et assurer que les fruits de la croissance soient équitablement partagés. C'est pourquoi je dis que diriger un pays n'est pas comme diriger une entreprise », a-t-il expliqué.

L'inclusion financière, de par le monde, reste un défi. En Afrique plus qu'ailleurs. Prenant appui sur les chiffres, Navin Ramgoolam dira qu'en Afrique subsaharienne, seuls 25% des adultes

“

Les innovations tournant autour du 'mobile banking' réduisent les barrières de distance, car les gens y ont plus facilement accès. Elles réduisent également le coût des services financiers vis-à-vis des plus pauvres et des petites entreprises

#### Rundheersing Bheenick, gouverneur de la Banque de Maurice

possèdent un compte bancaire, comparé à 90% d'adultes dans les économies à revenus élevés. Maurice, ajoutera-t-il cependant, « peut se comparer aux économies à hauts revenus » en ce qui concerne l'accès aux facilités bancaires.

Par contre, l'accès aux crédits offrirait une autre réalité. Le Premier ministre a ainsi expliqué que l'Etat doit combler certains manquements, ce qui explique le rôle « crucial » de la Development Bank of Mauritius (DBM) et de la Mauritius Housing Company (MHC) dans la promotion de l'inclusion financière. A travers ces deux institutions, a-t-il ajouté, la population peut facilement accéder au crédit, et ce à un taux d'intérêt moindre que ceux que proposent les banques commerciales.

#### IDÉES, DISCUSSIONS, DIRECTIVES...

La deuxième partie du Symposium des gouverneurs a donné lieu à une table ronde. Les gouverneurs, les représentants du Fonds monétaire international (FMI) et ceux de la Banque mondiale ont débattu sur plusieurs aspects de l'inclusion financière. Capital, qui a assisté à deux discussions, présente ci-dessous les principales idées et opinions présentées, et qui seront prises en considération pour établir certaines directives.

- L'innovation est la clé pour ôter les barrières et promouvoir l'inclusion financière.
- L'inclusion financière contribue à réduire la volatilité sur le marché.
- Des politiques macroéconomiques prudentes, la technologie et un secteur privé solide aident à promouvoir l'inclusion.
- L'accès à la micro-finance a joué un rôle crucial dans l'accès à la finance dans plusieurs pays africains, tels l'Ouganda.
- L'expansion rapide des secteurs intermédiaires non-bancaires - qui sont traditionnellement hors des 'regulatory remittances' - pourrait représenter un défi pour la stabilité financière d'un pays.
- L'exclusion bancaire, principalement chez les femmes et les jeunes, s'apparente à l'exclusion sociale « tout court ».
- Certains gouverneurs ont noté qu'on se dirige probablement vers une inclusion des régulations financière, bancaire et technologique lorsqu'on parle d'inclusion financière.
- Pour combattre l'exclusion financière, l'Afrique doit avoir accès à des institutions et des produits qui cadrent avec les besoins des différents segments du marché.
- Les principales contraintes demeurent les coûts, l'irrégularité des revenus et les distances physiques avec les produits et services financiers.
- Les 'Non-banking Financial Institutions' (NBFIs) ont joué un rôle important dans l'amélioration de l'inclusion financière sur le continent africain.
- Les téléphones mobiles représentent une plateforme idéale pour cette inclusion, car ils offrent des services de paiements et d'épargne.
- Le gouverneur de la banque centrale du Nigeria a cependant exprimé des réserves quant au 'mobile banking'. « When it comes to financial inclusion, how do you deal with institutions other than those related to central banks? How do you manage the issue of multiple regulations? How do we increase the collaboration between these institutions and the central bank? » a-t-il argué.

JOINT ACCOUNTS MCB

# Roselyne Lebrasse-Rivet attendue par le CCID

Après l'arrestation et l'inculpation provisoire de deux haut cadres de la Mauritius Commercial Bank, c'est la Head of Legal Department qui était attendue aux casernes centrales hier. Mais Roselyne Lebrasse-Rivet ne s'est pas pointée au rendez-vous

▼ JESSEN SOOPRAMANIAN

La head of Legal Department est de nouveau attendue par l'équipe des assistant commissaires de police (ACP) Pregassen Vuddamalay et Hemant Jangi, aux casernes centrales ce matin. Sa version est jugée déterminante pour l'avancement de cette enquête. Les enquêteurs cherchent à savoir le raisonnement juridique de la décision de la banque de refuser à Michèle Tsang Ping l'accès à ses comptes joints.

Auparavant Roxanne Potié, Chief of Staff Accounts et Accounts Executive à la MCB a été interpellée, puis libérée sous caution. Une charge pro-

visoire de complot pèse contre elle. Lundi, ce fut au tour de Dominique d'Unienville, « *Private Banker* », de comparaître devant le magistrat Prithiviraj Balluck, sous une charge provisoire de complot éllégué de détournement de fonds. Le banquier a pu toutefois retrouver la liberté qu'après avoir fourni une caution de Rs 20 000 et signé une reconnaissance de dette de Rs 100 000.

A CHACUN SON TOUR

Michèle Tsang Ping, ancienne Manager SWIFT Services de la banque, avait en 2012 consigné une déposition au CCID, alléguant que plusieurs haut cadres de la MCB lui

ont privé de ses droits de cliente sur deux comptes joints, après le décès de l'autre co-détentrice, Patricia Smith, en août 2011. Cette dernière était aussi employée dans le même établissement bancaire. Le nom du Chief Executive Banking, Anthony Withers et l'ancien numéro 2 de la MCB, Philippe Forget figurent également dans la déposition de Michèle Tsang Ping.

Après l'interrogatoire de deux hauts cadres, en l'occurrence Roxanne Potié et Dominique d'Unienville, le CCID se tourne maintenant vers Roselyne Lebrasse-Rivet. D'autres membres du Top Management de la MCB seront également appelés à s'expliquer sur ce 'high profile case'.

## MRA : « Exigez vos reçus »

APRÈS LES particuliers, la Mauritius Revenue Authority (MRA) compte maintenant cibler les commerces et compagnies ne s'acquittant pas de la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA). La MRA compte en effet lancer une campagne nationale afin de sensibiliser la population sur la nécessité de réclamer un reçu à chaque achat, afin d'aider l'organisme à récupérer les sommes dues sur la TVA. Selon une étude menée par la MRA, le pays connaît un manque à gagner de Rs 200 millions en termes de TVA non-payée par des compagnies ayant un chiffre d'affaires de plus de Rs 4 milliards par an.

Selon l'article 20 de la VAT Act, tout commerce enregistré sous la VAT doit impérativement délivrer un reçu à chaque achat. De plus, elle doit préserver ses reçus pendant une période d'au moins 5 ans, au cas où les autorités procéderaient à des vérifications. Qu'est-ce qui explique, alors, le fait que des 'VAT Registered Companies' ne fournissent pas de reçus ? Selon la MRA, il existe deux possibilités : soit le commerçant ou la compagnie empoche l'argent de la VAT, soit il n'impose pas la TVA à ses clients. D'où le choix de la MRA d'une campagne d'envergure nationale afin de sensibiliser les membres du public.



Ragréfix - Screedfix - Durcitol - Plastertop - Ragrétop - Bloctop

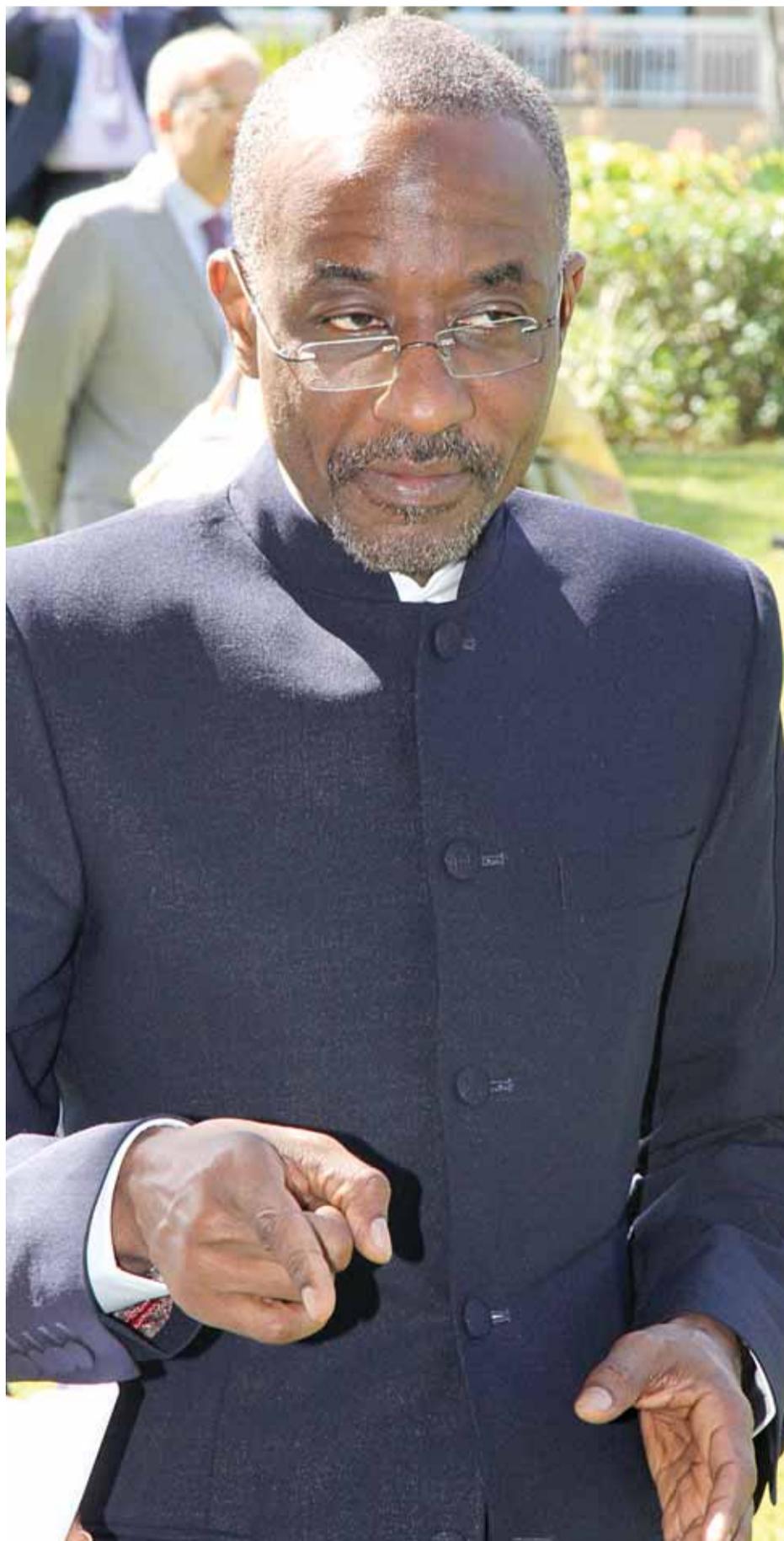
Geoffroy Branch Road, Bambous | T: 452 0103 | F: 452 5088

Membre du groupe UBP

**SANUSI LAMIDO SANUSI, NIGERIAN CENTRAL BANK GOVERNOR**

# “Very difficult for your Governor to be Independent...”

Three times African Banker Awards winner, Sanusi Lamido Sanusi talks to Capital about the bank reforms he brought about since his appointment in 2009, the obstacles and challenges he faced, and how underperforming chief executives of banks should be sanctioned by the regulator. The Governor of the Central Bank of Nigeria also shares his views on the love and hate relationship between the Ministry of Finance and the Central Bank



## ▼ HERRSHA LUTCHMAN-BOODHUN

■ **You have undertaken many reforms in the banking sector since 2009. What pushed you to take those steps?**

First of all, I would like to point out that I became Governor of the Central Bank of Nigeria in the middle of the global financial crisis. At the same time, we had a local crisis. The banking system was expected to collapse. And obviously, beyond saving the banks by providing liquidity, we had to take steps to provide capital, while also taking steps to address the governance and risk management issues that led to the problems in the first place. So, giving the banks capital and liquidity without fixing the root causes of the problem would have simply magnified the crisis. That is the imperative for all the reforms I brought along.

■ **We usually have this image of the banking institution as being clean. Yet, corruption still prevails within it. How do you view this?**

In most of the economies that we have all over the world, there are always people who do not live by rules. Sometimes, it becomes widespread, as was the case in Nigeria before 2007. Sometimes, it's a small minority. The banking institution, by nature, tends to have perverse incentives, because the shareholders own 10-20% of the funds, and depositors own the bulk. These depositors are fragmented. They have little control over what the management does, which is why you need strong regulation. You need to have very clear and transparent disclosure requirements. The more we improve disclosure, the more we improve transparency. The more we tighten controls and regulations, the better the system is protected.

■ **You have been indeed quite strict in your approach. The dismissal of the powerful chief executives of**

**seven banks is one example of that...**

The stand you take must always be commensurate to the nature of the offense. If a Chief Executive Officer makes a mistake or makes an error of judgment, or if he is stupid, that's not a crime. But if he takes depositors' funds and buys property abroad, and as a result of that, he brings the bank to its knees, that's criminal activity. You cannot just give a slap on the wrist or a little warning. You have got not just to remove him, but also to make sure that he faces the law. We simply exercise judgment, depending on the gravity of the offenses and take actions in accordance with the offenses.

“

You need to have a Central Bank that is able to say no to the Finance Minister, and no to the Prime Minister

■ **Is it, therefore, imperative for the Governor to be impartial, no matter who stands before him?**

It's absolutely necessary. The credibility of the Central Banks rests entirely on its ability to apply the rules consistently and transparently, irrespective of who is involved. And in particular, you improve your credibility by showing that those who are powerful are not beyond the law. So, you do not go after the small CEOs of the small banks, but after those who are at the head of larger institutions, and are powerful.

■ **One issue which has been in the news lately concerns the remuneration of bankers. How can we**

**tackle this problem?**

I have no problem with the remunerations, as long as it is tied to generating profits. If a bank lends to the real economy and makes good profits, the shareholders can decide to pay the management whatever they want. But if the remuneration package is such that people are encouraged to take undue risks on depositors' funds so that they can make money, there is a problem.

■ **Can we still talk of 'banksters' today?**

I suppose you will find them everywhere, but you make it more and more difficult when they know that there are consequences.

■ **Some of your banks were in difficulty a few years ago, but are now back on track. What changes did you bring along?**

In 2008, we did have difficulties. We had taken a lot of risks on the capital market and the market as a whole. Both the market and the capital market crashed. Therefore, the banks had to face liquidity problems. Those have been fixed now and all the banks have strong liquidity and capital. In terms of their balance sheets, they are fine. One sector where we have challenges now is how to get them to lend more to the real economy, that is how to get them to expand credit and come out of this shock, because they still have post-traumatic experiences of what happened. Now they are being extra cautious. On the one hand, we don't want them to go back to the old days, and on the other hand, we don't want them to just sit down and take money to put in treasury bills or government bonds or the central bank, while refusing to lend to the real economy.

■ **You are talking of extending credit while there is the growing problem of non-performing loans... Isn't this contradictory?**

All you have got to do is to look at the structural issues. You look at the economic policies around, for example, agriculture. What is the policy

around irrigation, around productivity, around guaranteed prices, among others? The government has to do its bit. If we take the case of a manufacturer, does he have access to electricity? Is there security? Are there hopes to move ahead in the market? These are important issues that the government needs to address. Then you have got other things like the credit infrastructure, that is the whole issue of creditor protection if there is default. How easy is it for a bank to realize its collateral? What is the court's process? All the countries that have smooth transition mechanisms did not just have them by having banks. They did so by having institutions, structures and frameworks that facilitate the actions.

■ **How do you view the relationship between a Ministry of Finance and the Central Bank? How should it be?**

It's a relationship that is expected to rise by bouts of tension, and sometimes by long bouts of hostility and a few intermittent, very brief moments of romantic embrace. (Laughs)

■ **Should fiscal policy and monetary policy be decided by different entities, so that everything goes on smoothly?**

I think we should have some level of coordination. Ideally, in normal times, they should work together. The Finance Minister and the Governor should be interested in both stability and growth. While the Central Bank is more focused on price, exchange rates and financial stability, the Ministry of Finance is focused on growth. The two are not necessarily incompatible. Now, there are times, obviously, when the desire of the fiscal authorities to boost the economy can undermine stability. That's when tensions arise. Central Banks believe that if you do not have stability, you cannot have anything. Therefore, stability comes first. The level of fiscal deficits, the level of government spending and the nature of that spending - is it capital expenditure or recurrent or overheads - are impor-



tant aspects. The nature of structural policies is as important. If the fiscal policies are good, the work of the Central Bank Governor becomes easy and everything moves smoothly. You cannot run away from tensions and that's why you have independent Central Banks. You have to be able to say no. In Mauritius, your Finance Minister is a Vice-Prime Minister. So it will be very difficult for the Governor of the Central Bank in particular to be independent. You need to have a Central Bank that is able to say no to the Finance Minister, and no to the Prime Minister. That's where the

real key is, how independent institutionally is the Central Bank.

■ **Does that love-hate relationship exist everywhere?**

Yes, it does. It's the nature of the job and if it doesn't, in certain circumstances, then we should be worried. It's very easy for Central Banks to print money and give it to the government to spend. You start with small amounts till they grow larger, and before you know it, your currency is useless and worthless, and your economy is down the drain.

## AFRICA'S SHINING LIGHT

In the economic and financial newspaper THISDAY, Sanusi Lamido Sanusi talks about the reforms he brought about since 2009. These changes have modified the banking scenery in Nigeria, and have won him the Central Bank Governor of the Year Award at the African Banker Awards three times in a row.

Sanusi's priority, when taking over in 2009, at a time of a global financial turmoil, was to shield the Nigerian financial sector from further "attacks". He felt the best way to go about it was to purge the sector of the virus of corruption and unethical practices. He feared that some of the banks were on the verge of collapse, as a result of a combination of an opaque financial system, the burden of non-performing loans and gross abuse of position by some of the bank chiefs. In one fell swoop, managing directors of some

of the affected banks were removed, while some tested hands in the industry were appointed to take over from them. The dismissal of the hitherto powerful chief executives of seven banks, and the bail-out of the affected financial institutions, were seen by many as critical interventions in the sector, which saved hundreds of depositors' funds from going down the drain.

A major reform of the banking sector saw the number of banks reduced from 89 to 24. Sixteen senior bank officials faced charges that included fraud, lending to fake companies, giving loans to companies they had personal interests in and conspiring with stockbrokers to boost share prices. In September 2009, he predicted that 15 of the then 24 Nigerian banks might survive reform in the banking sector. He

noted that there was no choice but to attack the many powerful and interrelated vested interests, who were exploiting the financial system.

His blueprint for reforming Nigeria's financial system is built on the four pillars of enhancing the quality of banks, establishing financial stability, enabling healthy financial sector evolution and ensuring that the financial sector contributes to the real economy.

Sanusi is also recognized in the banking industry for his contribution towards developing a risk management culture in the Nigerian banking sector. He has, however, indicated his readiness to quit at the end of his tenure next year, saying his job is already done.

[COURTESY: THISDAY LIVE, 2 JUNE 2013]

## MRA WORKSHOP

# BOOSTING INTEGRITY TO COMBAT CORRUPTION

In a bid to promote integrity and compliance among its tax payers and stakeholders, the Mauritius Revenue Authority held a workshop last week, at Ebène, under the theme 'Building integrity for the young generation'

▼ LEENA GOORAYA

“**P**eople will forget what you said, people will forget what you did, but people will never forget what you made them feel. In public as in private life, I am persuaded that integrity and honesty will forever be found to be the best policy.”

With these words quoted from George Washington, the Director General of the MRA, Sudhamo Lal, clearly highlighted the importance of integrity as a keystone for organisations to operate in a good corporate governance environment.

Speaking at the 'Building integrity for the young generation' workshop, he affirmed his belief that it is crucial, for every organisation, to have an ethical leader to energize the troops and promote integrity. “At the MRA, we want the young generation of professionals to reflect on how to use the formal authority of their position and their charisma in a more constructive way in view of promoting integrity and tax compliance,” he said.

#### MORAL VALUES

Sudhamo Lal further added that integrity is unlikely to occur in situations where out-dated and inefficient practices are employed and where slow or burdensome procedures are used. Hence, he said, the MRA has reviewed and redeveloped its practices to reduce unnecessary duplication and provide an ISO 9001:2008 quality service. In order to minimize the exercise of discretion and reduce the contact between taxpayers and tax collectors, the use of e-payments and e-filing of returns has been promoted.

“This has improved efficiency and effectiveness, and at the same time, removed many opportunities for integrity breaches to occur,” he confirmed.

Indeed, following an integrity perception survey conducted by the MRA to get feedback from the general public, stakeholders and employees on their perception of its organisational integrity and its effectiveness in fighting malpractices and corruption, both in Mauritius and in Rodrigues, the Organizational Integrity Index reached 77.5,

as compared to 66 in 2007.

During the workshop, the MRA Integrity Policy Statement, which articulates the ethical and moral standards of integrity expected on behalf of the organization and its stakeholders, was adopted. Present for the occasion, the director general of the Independent Commission Against Corruption (ICAC), Anil Kumar Ujoodha, stated that very often, due to a few greedy people, the norms are perverted and temptations become high, which lead them to indulge in malpractices and corruption.

“

At the MRA, we want the young generation of professionals to reflect on how to use the formal authority of their position and their charisma in a more constructive way in view of promoting integrity and tax compliance

**Sudhamo Lal, Director General of the MRA**

Sharing his belief that building integrity should start at the top, he Anil Kumar Ujoodha deplored the fact that the world we live in nowadays is a materialistic one, where many people have discarded moral values. He is therefore of the opinion that structured forums must be out in place where issues pertaining to ethics, integrity and professionalism are taught at specific intervals, and where focus is placed on specific target groups, with clear objectives.

From an anti-corruption perspective, he added that integrity can be viewed from two angles: the organisation's integrity and the people's integrity. “If we believe in integrity and want to foster it in our institutions, we must not only strive to eliminate loopholes and weaknesses in our systems, but also train people to become persons of integrity. This is imperative,” he claimed.



**OBJECTIVE.** Director General of the MRA highlights that taxation is a major source of revenue for government to finance economic and social development of the country

## How's your 'tax morale'?

What do citizens, particularly those in developing countries, think about paying tax? Does it matter? To answer these questions, the Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD), last March, made public a report entitled “What drives tax morale?”. The study provides fresh analysis of public opinion surveys to examine what lies behind citizens' 'tax morale', i.e. their motivation to pay their taxes, other than their legal obligation to do so.

The analysis emphasizes that understanding socio-economic factors and institutional factors matter in that respect. Among its findings are that:

- Those who claim a faith or religious identity have more positive attitudes towards paying taxes.
- Women exhibit higher levels of tax morale than men.
- Older people are less likely to justify cheating on taxes than younger people.
- More educated individuals have more positive attitudes towards paying taxes.
- Part-time workers and the self-employed have lower tax morale than full-time employees.



**PANEL DISCUSSIONS.**  
Several experts were invited at the workshop to share their views on issues relating to tax payment

We know we have to pay tax. But do we pay too much of it? How does the implementation of a fair and equitable system enhance revenue mobilization? These issues were raised by experts participating in a panel discussion during the workshop organised by the Mauritius Revenue Authority

## EXPERTS LINK HIGH TAX RATES TO **TAX EVASION**

▼ **LEENA GOORAYA**

**T**here is no doubt that taxation is a major source of revenue, which helps finance the economic and social development of a country. In Mauritius, 85 per cent of government revenue comes from taxation, including income tax and indirect tax, also known as Value Added Tax (VAT).

But is the tax system fair and equitable for taxpayers?

For Pierre Dinan, economic consultant and member of the Monetary Policy Committee of the Bank of Mauritius, it depends on the type of tax. "For instance, if we take the income tax which is also a direct tax, as the name says, it varies with income. The more income you earn, the more tax you pay. If you are at the bottom, you do not pay tax at all," he says.

Therefore, in his opinion, direct tax tends to be fair and equitable, even if it is not always so. According to him, a low income tax rate with a simplified system and few allowances, which is the case in Mauritius since 2007, is the best solution.

### A FAIR AND EQUITABLE SYSTEM

Moving on the VAT system, the economist explains that "the more you consume, the more you pay VAT. However, paying the tax does not depend on the purchasing power of the person." So, for him, VAT might be regarded as fair, but

### RICH, FAMOUS... AND TAX EVADERS?

Tax evasion has been hitting the headlines in 2013. Fashion designers Domenico Dolce and Stefano Gabbana were handed a 20-month suspended prison sentence and a heavy fine in July, for hiding hundreds of millions of euros from the Italian tax authorities. It was found that the pair sold the Dolce & Gabbana and D&G brands to the holding company Gado, based in Luxembourg, in 2004, to avoid declaring taxes on royalties of about 1 billion euros.

Sport stars are also concerned. Barcelona footballer Lionel Messi, widely regarded as the best the sport has ever seen, is being investigated for allegedly defrauding Spain of over €4 million. The Argentina forward and his father, Jorge Horacio, are suspected of filing fraudulent tax returns for the years 2007-09. Messi is one of the highest paid athletes in the world, with a net annual salary believed to be around €16 million.

inequitable. As such, it should not be too burdensome for taxpayers. "I strongly believe that the 15 % fixed rate VAT is the maximum that can be tolerated in Mauritius," he states.

Another tax with a high rate is the excise tax, which is imposed on gambling and harmful products, such as cigarettes and alcoholic drinks, to discourage consumption. For Pierre Dinan, "the system must not only be fair and equitable, but should also be seen to be fair and equitable."

This is not easy when there is a high rate tax. "There is a disincentive to work harder and an incentive to take up a sec-

ondary job, which is commonly known as moonlighting," he explains. Indeed, many people prefer to open up a small business of their own, where they usually do not pay tax. This is where the question of revenue mobilization rises.

Eric Ng, economist and Managing Director of PluriConseil, shares the same views. He is in favour of the proportional system, with a flat tax rate of 15 % on personal and corporate income. "If taxes are high, tax evasion will take place, which will further lead to corruption", he states. Ng therefore suggests it is better to alleviate the temptations through proper tax regimes, as combating corruption, evasion and maladministration are important elements to be taken into consideration while integrating a tax system.

Sen Narrainen, Senior Economic Adviser at the Ministry of Finance, prefers to let the figures do the talking. This year, according to the Ministry, the total government revenue is estimated at Rs83.3 billion, with Rs 71.1 billion being total tax revenue. However, tax revenue only constitutes 21.9% of Gross Domestic Product, which is lower than the world average (31%).

"Despite the fact that we have a fair and low tax rate in Mauritius, people still complain," argues Sen Narrainen.

"When we talk about equity and fairness in tax payment, people will also see how government is using the tax. If they do not get it back in terms of public services, they will not be encouraged to pay," argues the economic adviser. "In Den-

“  
In Denmark, taxpayer associations ask for higher tax rates so they can get better service from the government

**Sen Narrainen,**  
*Senior Economic Adviser at the Ministry of Finance*

mark, for example, the culture of paying tax is different. Taxpayer associations ask for higher tax rates so they can get better service from the government."

Another important aspect highlighted during the panel discussion is tax as a factor in attracting foreign investment. "Following the tax reforms in 2006, there has been a high rate of Foreign Direct Investment (FDI). This has contributed considerably to present the island as an investment hub," says Sen Narrainen.

True and accurate financial reports are key to the stakeholders of an organization. But should CEOs and CFOs be legally liable in the drafting of financial reports? And should auditors be involved in drawing up the same financial reports that they audit? Jamil Ampomah, ACCA Sub-Saharan Africa Director, talks to Capital about these issues and others

## FINANCIAL REPORTING

# TIME FOR EXECUTIVE ACCOUNTABILITY

▼ JESSEN SOOPRAMANEN

The quality of financial reporting must be raised. Such is the conclusion of a survey conducted by the Accounting and Corporate Regulatory Authority (ACRA) and the Association of Chartered Certified Accountants (ACCA) this year. While the report is not on Mauritius, it is on Singapore, a country regarded as a 'reference' in a number of fields by local leaders.

For Josephine Teo, Singapore Minister of State for Finance, poor preparation of financial statements stems from the lack of ownership of the quality of financial reporting by companies. To further strengthen that quality, one of the possibilities mentioned by ACRA is to make Chief Executive Officers (CEOs) and Chief Finance Officers (CFOs) of listed companies legally liable for their companies' financial reports. At the moment, in Singapore, only directors have legal responsibility for the companies' financial statements.

The trend, in fact, is an international one, as Jamil Ampomah, Association of Chartered Certified Accountants (ACCA) Sub-Saharan Africa Director, who was on an official mission on our island two weeks ago, said to Capital.

### THE INDEPENDENCY OF AUDITORS

*"The regulatory environment across the world is changing. Quite some time back, the world witnessed the Enron scandal in the US, which led to the collapse of a significant accountancy firm. Subsequently, we have had several financial scandals, as well as the financial crisis. I think regulators are getting to a point where they feel there has to be a way of making those who are in charge of preparing reports responsible."*

*"Ultimately, CFOs and leaders of organizations will have to be responsible for the information which they share with the stakeholders. It is not good enough to simply put up information there, and then, if it tends to be wrong or false, they simply step back and do not take responsibility,"* he stated.

CFOs and CEOs are not the only persons who prepare financial statements, as finance teams bearing a large number of professionals do exist in large organizations. Hence, the need is to have checks and balances in place to ensure that the information coming out is credible, accurate and gives a fair view of the status of the organization. Still, Jamil



**CHALLENGES.** According to Jamil Ampomah, ACCA Sub-Saharan Africa Director, Chief Finance Officers will have a bigger role in business strategy

Ampomah is of the opinion that even if CFOs and CEOs are not legally liable, they will still be impacted, as those in authority in the Enron Scandal were.

To get a much more holistic view of the state of health of an organization, the ACCA Sub-Saharan Africa Director believes that one also has to look at the integrated report. This report goes beyond the financial report and puts more emphasis on the real state of affairs, the environment within which the business organization is operating, the success factors, competition, opportunities and the way forward. He also stresses on the urgent need to make reports user-friendly and understandable, as various numbers just lead to more complexity.

The upholding of an investor's trust and confidence in the market is of ut-

*most importance. As such, Jamil Ampomah says that auditors being involved in drawing up the same financial reports that they audit is not the right approach. "A lot of work is being done on auditors at the European Union level. It is right that auditors support organizations as much as they can. But it is important to be independent in performing the tasks. If you prepare an account and then end up auditing the same account, then you are more or less checking your own work."*

*"However, there exist large organizations with large divisions, like a Tax Department, an Audit Team and a Financial Team. Different teams play different roles. This is the point of having strict Chinese walls that separate them. From my personal view, business in Mauritius is relatively*

*small. Small audit firms might not have enough resources to prepare the accounts and audit at the same time. It would be very difficult to demonstrate that one has independently prepared and audited the accounts.*

*"I think it is about getting the best service in financial reporting and auditing. Should one company audit another for a hundred years? There is still a debate going on. For us, the main focus is to avoid getting too comfortable with the audit client, so as to be able to demonstrate the independence of the auditor. For the first time, PwC will be tendering for some of their audit. So they are probably going to lose to other competitors. Barclays is going elsewhere after being audited by PwC."*

“

ACCA believes that auditors should be independent and should not give any reason to be perceived as otherwise

**Jamil Ampomah, ACCA Sub-Saharan Africa Director**

*"Since a few years now, we are seeing all the work move around. But in the past, we had the auditors' rotation. So it was the audit partner who rotated after five years. ACCA believes that auditors should be independent and should not give any reason to be perceived as otherwise,"* added Jamil Ampomah.

Coming back to the roles and duties of CFOs in organizations, the ACCA Sub-Saharan Africa Director stated that they have a bigger role to play in business strategy. They must have a hand in achieving sustainable growth in competitive markets, ensuring investment decisions are robust and that a company's board is well guided to manage risk, dealing with regulation and increased

JAMIL AMPOMAH, ACCA SUB-SAHARAN AFRICA DIRECTOR

# “Put more Emphasis on Corporate Governance than Regulatory Compliance”

Africa is in a positive mood. And so it should be. Its actual growth is healthy and its potential, going forward, is promising. But to maximize it, adhering to good governance principles and access to finance is vital, says ACCA Sub-Saharan Africa Director Jamil Ampomah

■ Africa has become the most business-confident region, according to a study conducted by ACCA and IMA. Tell us more about its findings.

This was the 18th edition of ACCA and IMA's Global Economic Conditions Survey (GECS). It had 1,833 responses from around the world and showed on a global basis that this quarter was the strongest year-on-year improvement in levels of optimism in three years. GECS is the largest quarterly economic survey of accountants in the world, gauging the views of ACCA and IMA finance professionals working at the coalface of businesses. Globally, both business confidence and optimism about the global economy rose, building on the significant gains seen in the first quarter. The story for Africa was one of optimism and confidence, leading the way as the most business-confident region in the world. The results for Q2 showed that the Sub-Saharan African region had managed to cope with the inflation and volatile flows of funds that challenged policymakers in late 2012. A number of other factors combined to give the region a major confidence boost in the second quarter. Just 32



% of respondents from Africa's business community are now reporting a loss of confidence, down from 40 per cent in early 2013, while 41 % reported confidence gains, up seven percentage points from the previous quarter. Perceptions of the economic recovery in general have shot up, with 60 per cent reporting an optimistic outlook, up from 51%. While this is a massive continent, GECS's findings resonate across the whole of Africa; the worst challenges of late 2012 appear to have been overcome. Investment in capital and people among African businesses remained stable over the first half of the year. Demand and cash-flow pressures eased significantly in Q2 2013, after

rising unevenly for about a year. Access to business and investment opportunities, as well as growth capital, improved both year on year and quarter on quarter, while the authorities in Africa have got inflation and capital flows in and out of the region under more control. The finance teams in Africa's businesses are clearly seeing a more positive future for their own organizations and particularly for the wider economy.

■ African companies have grown substantially. To what extent is good governance essential to sustain corporate success?  
Good governance is vital for corporate success. Principles should be observed to

achieve good corporate governance and are appropriate to almost any organization, regardless of size, sector or location. The global credit crunch posed a grave threat to the economies of the developed and developing world. ACCA has set out its thinking on this issue in a series of papers, looking at how sound corporate governance, risk management principles and accounting can help prevent crises from happening again. Many of the causes of the credit crunch seem to be linked to a failure in corporate governance. Regulatory boxes may have been ticked, but fundamental principles of good governance were breached. We believe there should be more emphasis on the performance of corporate governance than on regulatory compliance.

■ Everybody is raving about Africa's growth potential. How long will the continent sustain that growth?  
I am not keen on making predictions, but last year, we published a special edition of ACCA's 'Accounting and Business' magazine, focusing on Africa. The clear message from this magazine was that Africa has bright prospects, and that it is open for busi-

ness. The continent's economy is growing, but it also faces challenges. Accountants in Africa have a critical role in building sustainable economies. They have a role to play in building capital markets and in strengthening institutions, systems and cultures – such as good quality financial reporting and corporate governance – that create environments in which businesses can thrive.

■ SMEs play a major role in the economic development of Mauritius. However, many of them are not able to survive due to lack of financial literacy. How can this be solved?  
They need to see accountants as their business partners, as people who are trusted advisers, with the necessary skills and abilities to cope with any knowledge gap. Many accountancy firms are small businesses themselves, so they understand the climate and conditions under which SMEs operate and work. Looking to Africa, my view is that SMEs are fuelling the continent's economies and are seen as essential to job creation. To continue with their important role, they need access to finance. They need regulations that help them grow.

scrutiny, communicating better with customers and investors, managing volatility in financial markets and coping with the Euro Crisis, managing competition in the business world, which is increasingly driven by the internet, and surviving the demands of an increasingly globalised business world.

## TRANSPARENCY, COMPARABILITY AND TRUST

ACCA, says Jamil Ampomah, has monitored the future needs of business and the role of the CFO in a recent research entitled "The Complete Finance Professional: Why breadth and depth of finance capability matter in today's finance function". For this report, the organization surveyed nearly 500 CFOs in

the UK, Malaysia, Russia, China and the UAE. The findings gathered existing evidence about the role of the 21st century accountant, while outlining why broad-based finance qualifications remain valuable in economically turbulent times.

The survey covered a series of questions about what is important to them when it comes to appointing newly qualified accountants, what gives them confidence in their new hires and what skills enable them to grow their business, particularly since the financial crisis. "This research shows that recruiters are looking to appoint the complete finance professional, and seek out newly qualified accountants who have breadth and depth of skills. ACCA's view is that the environment in

which finance professionals now work requires them to bring a broader range of finance skills to the table. Finance functions now have to be excellent in a wide range of capabilities, from supporting businesses to managing risk, developing effective strategies for growth, driving financial insight, continuing to maintain appropriate levels of control across the organization, as well as ensuring its statutory and regulatory responsibilities are met," Jamil Ampomah stated.

When asked about the standards of accounting in Mauritius, the ACCA Sub-Saharan Africa Director stated that "in Mauritius, the profession is compliant with global standards and ACCA ensures that its members keep up to date with

evolving standards and regulations".

Standards, he says, are essential to instill trust in business. "For example, ACCA recently called for a single set of accounting standard for the public sector to restore public trust. The recent financial crisis, especially in the Eurozone, has demonstrated the urgent need for governments to be more open, accountable and transparent regarding their own financial stability. As a global accountancy body, we think that it is important that there are global standards for business. They are important for the very same reasons – to instill transparency, comparability and trust," concluded the ACCA Sub-Saharan Africa Director.

OPINION  
DR NOEL QUINN,  
HSBC REGIONAL HEAD  
OF COMMERCIAL BANKING,  
ASIA-PACIFIC



“But the heart of Southeast Asia’s potential lies in the middle class, both as consumers and as a source of highly educated, high-productivity labour”

In its fascination with all things China, much of the world seems to have overlooked one of the great trading opportunities of the post-crisis global economy: the potential of Southeast Asia.

It is a strange omission: the 10 members of the Association of South East Asian nations comprise a market of 600m people with a combined GDP of \$2.1 trillion, solid growth, low manufacturing costs and a rising middle class hungry for the consumer experience.

We expect these trends to be amplified when the ASEAN Economic Community comes into existence at the end of 2015. The AEC is designed to eliminate tariffs and other trade barriers between Brunei, Cambodia, Indonesia, Laos, Malaysia, Myanmar, The Philippines, Singapore, Thailand and Vietnam. This economic community could be one of the world’s biggest single markets part of Southeast Asia’s attraction in the range of opportunities, both as manufacturing base and market.

ASEAN spans the spectrum from Singapore, a financial and high-tech industrial hub with a higher GDP per capita than Switzerland, through the established offshore manufacturing centres of Thailand and Malaysia; via the newly industrialised economies of Vietnam and Cambodia; to the natural resources of Indonesia and the raw potential of Myanmar.

But the heart of Southeast Asia’s potential lies in the middle class, both as consumers and as a source

## UNLOCKING ASEAN POTENTIAL

of highly educated, high-productivity labour. A recent report from Ernst & Young estimated that there were 529m middle class Asians in 2009 – 28 per cent of the global total – and that will grow to 3.2bn by 2030 or 66 per cent of the global total. Much of that growth will be in China and India, but Southeast Asia will also play a key role.

Southeast Asia has not been immune to the global headwinds – we forecast regional GDP growth of 3.9 per cent this year – but that growth is robust, driven largely by domestic consumption and growing intra-regional trade.

Intra-regional trade has grown from 19 per cent of total trade in 1993 to 25 per cent in 2012, but its potential is vastly greater. Growth has been blunted by poor connectivity: for years there has been no rail link between Vietnam on the eastern seaboard and Thailand on the Andaman Sea for example, and until recently goods travelling by road used to have to change trucks three times to comply with local legislations.

But Southeast Asia has used the global economic crisis to embark on a major infrastructure upgrade, building roads, ports and railways while dismantling the bureaucratic barriers to trade to allow the region to reap the full economic benefits of its diversity.

It is also working to improve the efficiency of its capital markets, which will have a major role to play in financing future growth. Although there is some way to go, today there is greater regional cooperation than there has ever been, and overseas investors are looking closely at the possibility of public-private partnerships as a way to buy into the region’s growth.

In many instances Western companies identified China as a preferred option when setting up manufacturing facilities, encouraged by competitive wages, well-developed FDI infrastructure and the bonus of the potential domestic market.

But this is beginning to change as Southeast Asian markets become more accessible and increasingly competitive on costs. Foreign Direct Investment into ASEAN grew 24 per cent year-on-year in 2012 to reach \$114bn.

The dismantling of the economic, physical and regulatory barriers between Southeast Asian nations envisaged by the ASEAN Economic Community will help unleash the full potential of what is already one of the world’s most dynamic regions. As the world’s economic centre of gravity moves inexorably eastward, Southeast Asia is sitting in the cockpit of growth: the diversity which critics had assumed was one of its weaknesses will become a strength and a growing middle class will drive both consumption and innovation.

## FINANCIAL REPORT

# HSBC profits before tax rise by 65% for first half of 2013

Hong Kong Shanghai Banking Corporation (HSBC) Group saw its profit before tax rose by 65% to HK\$95,550m in the first half 2013 against HK\$57,988m for the corresponding period of 2012

### ▼ JAMIROUDDIN YEADALLY

The Group’s Total assets however, decreased by 1% to HK\$5,981bn during 2013 as compared to end of 2012 when it amounted to HK\$6,065bn. As far as HSBC-rest of Asia-Pacific is concerned, in which the Mauritian branch forms part, it has delivered a resilient performance in the six month ended 30 June 2013, reporting a profit before tax of HK\$64,764 million compared with HK\$29,886 million in the first half of 2012.

The bank said this achievement was principally due to an accounting gain of HK\$8,454 million on the reclassification of Industrial Bank as a financial investment following its issue of share capital to third parties and a net gain of \$30,747

million following the sale of investment of the bank’s shareholding in Ping An Insurance (Group) Company of China Limited.

Excluding these gains, profit before tax reduced from lower net trading income, net interest income and income from associates, partly offset by reduced operating expenses and loan impairment charges.

HSBC was appointed adviser on the largest Merger & Acquisition transaction in India and issued the first offshore Renminbi bond in Singapore. In line with its strategy, the group has completed the disposals of non-core insurance businesses in Vietnam, South Korea and Taiwan.

It should also be underscored that Global Banking and Markets was widely cited as the key growth driver in the bank’s flourishing health. By region, a

swung back into black in Europe is reflected in HSBC’s Profit before tax, while the US fell by 80% in the first half.

Commenting on the results and on the general economic outlook HSBC Group Chief Executive, Stuart Gulliver said that China’s continued reform would be the basis for more sustainable growth in the medium to long term and a GDP growth of 7.4% was still significant.

Stuart Gulliver added : “*These results demonstrate that we have continued to make progress on delivering our strategy. The steps we have taken to reshape HSBC have released around USD 80 billion in risk-weighted assets to date, with a further potential release of USD 15 billion. Together with internal capital generation, this will further support investment in organic growth opportunities that fit with our*

*strategy*”.

HSBC’s Group CEO is of the view that the long-term economic trends will remain integral despite slowdown in some economies in the short term. “*The faster-growing markets will continue to account for the majority of global growth in the years to come and trade and capital flows will continue to expand*”, he stressed.

“

It should also be underscored that Global Banking and Markets was widely cited as the key growth driver in the bank’s flourishing health

## SOCIALISME

OPINION  
JEAN-PIERRE LENOIR

Malgré toutes les différences qui nous ont séparés sur le plan idéologique, du temps du Cernéen et des combats différents que nous menions alors, j'ai pour Paul Bérenger le plus grand respect. Il a mené son combat et moi le mien, à mon petit niveau

# DE L'UTOPIE À LA RÉALITÉ ET DE LA RÉALITÉ À L'UTOPIE...\*

**P**aul Bérenger a raison d'essayer de remettre le socialisme au goût du jour pour essayer de comprendre ce qui ne fonctionne pas. « Cent fois sur le métier remettez votre ouvrage », disait ce bon monsieur de La Fontaine...

Le problème, aujourd'hui, n'est pas le socialisme en tant que tel, mais ce qu'on en a fait. Comme le capitalisme et le communisme d'ailleurs. Ces trois systèmes économiques ont été au fil des années pollués par leurs utilisateurs, au point où l'un d'entre eux (le communisme) en est mort, et qu'un autre (le socialisme) tente de survivre comme une carapate sur le dos d'un chien capitaliste (merci de noter que je n'ai pas dit « chien de capitaliste »). Quant au capitalisme, à défaut d'expirer, il a donné naissance au néo-capitalisme et à l'ultralibéralisme, donnant souvent à la liberté d'entreprendre des allures de glotonnerie indécente...

Le couple socialisme-société a essayé de coucher ensemble pendant de très longues années, ici comme ailleurs. Le lit du couple d'origine est depuis longtemps défraîchi, mais on continue de trouver de temps à autre quelques émules de Jaurès et de Blum, qui décident de se remettre dans les draps pour une nouvelle tentative. On refait le lit, on change les taies d'oreiller, on repose ses principes sur la table de nuit et on recommence à rêver pour se retrouver quelque temps plus tard dans... de sales draps ! C'est finalement un peu ça le socialisme. Un jour, dans une classe quelque part en France, des élèves déclarèrent à leur maître qu'ils pensaient tous que le socialisme était de loin le meilleur système de gouvernement, car il n'y aurait plus ni riches ni pauvres, et tout le monde serait pareil. Le professeur les prit au mot et leur dit que dorénavant, il allait faire une moyenne générale de leurs notes et la diviser par le nombre d'élèves, que tout le monde aurait la même note et que personne n'aurait le droit d'avoir un A, puisqu'il ne faudrait pas de premier de la classe... Au premier examen, personne n'eut de B. Puis les notes continuèrent de baisser et tout le monde pataugea finalement dans la médiocrité, avec des F à tour de bras. Le professeur dit alors à ses élèves que (a) on ne peut multiplier la richesse en la divisant, et que (b) on ne peut pas ordonner aux pauvres d'obtenir le succès en empêchant les riches d'en avoir...

Cela ne veut pas dire pour autant que tout va bien dans le meilleur des mondes capitalistes !

Il faut savoir que le socialisme est né pendant la période de la Révolution industrielle en Europe, c'est-à-dire autour de 1820, alors que cette même Europe dé-

couvrait les machines modernes capables de 'booster' sa production. Cette révolution se fait au détriment de la classe ouvrière, que les capitaines d'industrie de l'époque considèrent comme un simple outil indigne d'intérêt.

Nait alors la philosophie et le mouvement socialistes, qui préconisent une organisation sociale et économique qui va dans le sens d'une plus grande justice et d'une réduction des inégalités.

Malgré toutes les différences qui nous ont séparés sur le plan idéologique, du temps du Cernéen et des combats différents que nous menions alors, j'ai pour Paul Bérenger le plus grand respect. Il a mené son combat et moi le mien, à mon petit niveau. J'étais alors (par accident peut-être, ou par un concours de circonstances) à la pointe du combat rédactionnel contre ce soixante-huitard chevelu, venu foutre le b..... sous les cocotiers. Il a gagné et moi j'ai perdu. Il a gagné le droit de gouverner, et moi j'ai perdu (provisoirement) le droit d'écrire, puisque devant la mollesse et la tiédeur du secteur privé d'alors, Le Cernéen fut sacrifié sur l'autel de la bien-pensance politique de l'époque. Le combat était alors d'une simplicité stupéfiante et manichéenne. Le socialisme d'un côté et le capitalisme de l'autre. Les tout-bons d'un côté et les tout-mauvais de l'autre... Les patrons capitalistes n'étaient armés que de leurs comptes d'exploitation, qu'ils pensaient être des gilets pare-balles à toute épreuve, tandis qu'en face, on maniait la dialectique marxiste comme un dresseur son fouet... On connaît la suite. L'animal se couchât piteusement, tandis qu'on remplit sa gamelle de petits fours dans l'air du temps ! Avec Paul Bérenger au pouvoir, le socialisme installait aux manettes un des leurs...

Depuis 1820, les choses avaient passablement bougé. Après la Seconde Guerre mondiale, les choses se radicalisèrent un peu plus. L'inadéquation de la conception du monde des socialistes leur fit croire que la guerre et son cortège de crises économiques allaient jeter les masses populaires dans leurs bras. La première grande expérience socialiste d'après-guerre dans le tiers-monde fut celle de Nasser en Egypte. Il entreprit une gigantesque réforme agraire, nationalisa les banques et les grandes entreprises, mais ruina son pays. Après la guerre contre Israël, faite et dramatiquement perdue en 1967 au nom du socialisme arabe, il fut remplacé par Sadat, qui revint à l'Infitah' (la libéralisation de l'économie). Le monde fut alors séparé en deux : les méchants capitalistes, sous la bannière américaine, et les bons socialistes, sous la houlette des Soviétiques, qui

avaient pour la circonstance dilué la philosophie communiste pure et dure dans une tambouille socialiste où tout le monde trouvait son compte. Le grand méchant loup déguisé en mère-grand... Le capitalisme était un mot dur et froid, tandis que dans le mot socialisme, on trouvait le mot « social », qui ne pouvait donc qu'être bon et plein d'espérance... Des années cinquante à la chute du mur de Berlin, on tâta de toutes les formes de socialisme; socialisme réel (partis de gouvernement), scientifique, libertaire, utopique et j'en passe...

Mais comme le proof du eating est in the pudding, force est de constater, après avoir goûté à toutes les recettes, que ça ne marche pas. A part le père Castro à Cuba, qui n'en finit pas de défier de façon fort sympathique, mais dans la cacophonie économique, le géant américain, les autres expériences socialistes se sont diluées dans des expériences socio-démocrates, qui ont fini par les plier aux diktats de l'économie de marché, à l'indécence du capitalisme financier et à la dictature des banques. La dernière en date voit la France plongée dans une cacophonie de gouvernement qui, pour justifier son étiquette socialiste, essaie de se démarquer « des autres », en faisant à peu près tout et n'importe quoi. La marge de manœuvre économique étant si ténue entre « gouvernement capitaliste » et « gouvernement socialiste », celui-ci a décidé que la différence se ferait à la progressiste (mariage pour tous et plus encore si affinités, immigration incontrôlée etc.), donnant ainsi au socialisme une nouvelle identité...

Alors ?! Je suis moi aussi outré des excès du libéralisme et de sa fille ultralibérale. Je suis moi aussi exaspéré des fils tissés par les requins de Wall Street, qui dirigent le monde de façon éhontée, et écoeuré par tant d'indécence. Je sais Paul Bérenger profondément honnête dans sa quête d'un nouveau socialisme, mais je sais aussi que ce n'est pas le système qu'il faut réformer, mais l'homme.

Repartir à la recherche d'un nouveau socialisme, ce serait essayer de faire du neuf avec du vieux, ou de repartir à la recherche d'un trésor mille fois recherché, en pensant qu'on a la méthode qui permettra enfin de le découvrir... Mais c'est vrai aussi qu'il faut des utopistes pour maintenir l'utopie, car sans elle, la désespérance nous submergerait...

\* Utopie, du grec U (Non) et Topos (lieu). Un lieu qui n'existe pas. Terme créé par Thomas More (1478 -1535) pour son œuvre *Utopia*.

Regional integration remains a key component of development aspirations and strategies for many African countries. This has been as a result of the constant reality of Africa's marginalisation in the era of globalisation and the poor economic track record of most African States. This has partly paved way for regional integration in Africa

## REGIONAL INTEGRATION

# TRIPARTITE FREE TRADE AREA IN AFRICA PROBLEMS AND PROSPECTS



REVIEW BY ECONOMIST  
VIRENDRA POLODOO

**A**s a way of responding to this challenge and the desire to improve the economic fortune of Africa, there have been moves at both regional and sub regional level to join hands in harnessing the scarcely available resources with an objective of forming a formidable force that can be reckoned with. For this reason, Southern Africa Development Community (SADC), East African Community (EAC) and Common Market for Eastern and Southern Africa (COMESA) are at the forefront of extending the boundaries of their respective FTAs to form a grand tripartite Free Trade Area (FTA) whose membership includes all the members of the mentioned RECs. This is a huge adventure on the part of all members involved. Only time will tell if this dream can be realised in our lifetime. A number of challenges have already been identified. Most of these challenges are not new. The major one has been identified by economists as a need to have in place effective regional institutions and adequate institutional machinery to oversee the implementation of these development policies as an essential condition for regional integration.

The tripartite FTA is not an attempt to merge SADC, COMESA and the EAC. It is about merging the existing FTAs in COMESA, the context of intra-regional liberalisation. Therefore it is not a REC negotiation process but a process driven by member states as customs territories within the RECs. In June 2008, the Secretaries-General of EAC, COMESA and SADC announced that they wished to see a coordinated approach between their members. In addition, an October 2008 Tripartite Summit of leaders from the three groups' 26 Member States announced that they wished also to work towards a free trade zone, which has long been a goal of the region as a whole, but has proved difficult to implement in the past.

Discussions at Secretariat level have for some years been focusing on the harmonisation and coordination of programmes and policies in areas of common interest.

The tripartite FTA will be an expanded trade bloc comprising 26 countries that make up half of the African Union (AU) membership. This new FTA will comprise a population of more than 600 million people and 624 billion dollars with a per capita GDP averaging 1 trillion dollars.

### PROSPECTS AND ADVANTAGES OF THE TRIPARTITE FTA

The most apparent prospect for the grand FTA is the existence of three FTAs to build upon. This tripartite FTA will facilitate the free movement of business persons, the joint implementation of inter-regional infrastructure programmes, as well as institutional arrangements on the basis of which the three RECs would foster cooperation. However it is not clear who is the business person mentioned in this context. The tripartite FTA is a more realistic and attainable alternative for Africa. It falls within the broader agenda of the African Constitutive Act derived from the Lagos Plan of Action of April 1980 that had long recognised these three RECs as building blocs for the grand African Economic Community.

The Treaty of Abuja would gradually create an African Economic Community within 34 to 40 years. The Tripartite FTA would address multiple membership issues and it is aimed at creating a larger market to attract investors and enhance continental integration.

The tripartite FTA will harmonise one aspect of regional integration, which is trade. The tripartite FTA is also in line with the idea of the AU's African integration plan to facilitate trade across Africa and in this context SADC is the recognised REC for Southern Africa.

This massive FTA will help resolve the spaghetti bowl conundrum of overlapping memberships of RECs in Southern and East Africa. This problem has not only retarded plans for individual RECs, but also the wider African Economic Community envisaged for the African continent as a whole.

Furthermore, an enlarged market for duty-free access is likely to increase trade creation as opposed to trade diversion. It is most likely that trade diversion will not

occur since market access is not really a challenge for most countries currently enjoying preferential treatment for their goods in major markets. It is, however, likely that there will be gains from an increase in intra-industry trade, as trading partners trade goods that are currently produced in their own countries.

The FTA will also be an opportunity to simplify the Rules of Origin requirements in the region, a challenge identified earlier in relation to the positions of South Africa and Egypt. Rules of Origin requirements often dilute the liberalising effect of FTAs and, if the Tripartite FTA can simplify these requirements, true liberalisation can be realised in the whole region. These hidden tariff-like measures would then no longer affect the price of domestically made inputs. Last but not least, the tripartite FTA elimination of non-tariff barriers is of critical importance. In the SADC region, as well as the other partners, the FTA comes as a result of decreased tariffs. This is not the case with NTB, which are always likely to increase.

### CHALLENGES TO THE ESTABLISHMENT OF THE TRIPARTITE FTA

One of the major challenges that the tripartite FTA faces is its sheer membership size. Numbering 26 member States, potential pitfalls may arise and even reverse the progress already made in the individual RECs. Decision making may start to move at a snail's pace or even grinding to a halt. There is also a potential challenge of 'biting too much at once'. The huge membership numbers also bring a lot onto the table. The tripartite FTA will have to learn from the EU experience that regional integration is a process, not an event. Many African countries have for decades enthusiastically embraced regional integration in a rather superficial manner.

Customs revenue losses are expected in the tripartite Member States and this will be unwelcome news for many governments that depend on the revenue for the national budget. The SACU experience is equally relevant here: in 2009, the Namibian government obtained a staggering 39 per cent of its fiscal income from SACU



revenue. Lesotho and Swaziland derive more than half (in some years up to 70%) of their national budgets from the customs union, while Botswana's derive 29 per cent from SACU revenue, according to its central bank. Only South Africa is less dependent on the union, as it receives a residual payout after all other member countries have received their share. This scenario is likely to play itself out in the proposed tripartite FTA and the effects will be exacerbated, since there are poorer countries in the proposed combined FTA. A solution could be trade reforms which will have to be accompanied by appropriate fiscal revenue policies to compensate for this loss of revenue. The legal implications flowing from this are that such policies will have to be negotiated into the tripartite FTA treaty.

Short-term losses resulting from the larger FTA could also include output and employment losses, as the removal of tariffs under the FTA will have different effects on sectors, sub-sectors and firms in each country. The effects of this kind of situation are already being felt in SADC and SACU, where South Africa benefits from employment losses of the region.

The final and decisive challenge to this tripartite FTA is the political dimension of how the application of the tripartite FTA is undertaken. There are political tensions in some members of the proposed wider FTA. In SADC alone the political situation in the DRC, Madagascar and Zimbabwe has not been resolved. In the EAC, the situation concerning the new members, Rwanda and Burundi, is also unclear and requires definition. COMESA holds the highest of membership, with similar

political problems in some of its Member States. On a political level, Member States are likely to face the problem of scrambling for positions of influence in the new tripartite FTA. SADC member States will have to negotiate a Tripartite Agreement within the mandate of the SADC Treaty and SADC Protocol on Trade; otherwise the activity of joining the Tripartite FTA will conflict with SADC legal instruments.

There is need to legitimise the tripartite FTA by creating a legal framework for its adoption in the three RECs. The initial formalisation of the legal framework has been undertaken by the June 2011 launch of the tripartite FTA negotiations. The new FTA also needs legal recognition from the AU and other international treaty bodies like the WTO and the UN. The AU has a specific Protocol on the Relations between the African Union and the RECs. The WTO also requires notification of any RTA established under the provisions of Article XXIV. If successful, the tripartite FTA will definitely lead to deeper integration as envisaged in SADC and the whole continent of Africa. On the challenge of the polarisation of investment towards the larger and more diversified economies, a viable solution is to create a hub-and-spoke scenario. South Africa in the South, Kenya in the East and Egypt in the North become the hubs that are systematically linked to the rest of the other member States as spokes in the grand FTA. The key challenge that needs to be addressed is overcoming the reluctance by member States to implement the SADC FTA, a situation that may play itself out again in the tripartite FTA. In trying to address these key issues, the tripartite FTA

“

Regional integration is a potential panacea for Africa's deplorable condition. The tripartite FTA has the potential to end some of the historical challenges like multiple memberships, the low intra-regional trade and the lack of rules based trade

has to expedite the creation of certain supranational institutions, most notably a court or tribunal. This is critically important for the adjudication of disputes and interpretation of the legal provisions of the tripartite FTA. These supranational institutions will play a key role of neutralising the powerful effects of the Assembly of Heads of State and Government that command excessive influence from their respective RECs. This court or tribunal has to be empowered and be able to adjudicate cases that could well involve changing the traditional ways of doing business before the dawn of the tripartite FTA. There has been the absence of separation of powers in the individual RECs.

Regional integration on the continent of Africa remains a complex endeavor. Regional integration is a potential panacea for Africa's deplorable condition. The tripartite FTA has the potential to end some of the historical challenges like multiple memberships, the low intra-regional trade and the lack of rules based trade. A positive environment can be created by a number of countries in the tripartite FTA who are interested in deeper economic integration. The need to address the poor regional infrastructure is high on the agenda of the tripartite FTA. It is imperative to realise that the signing of the tripartite FTA agreement will deliver nothing unless it is effectively implemented. Regional integration in the three RECs involved needs fresh commitment and effective political will to deliver economic, social and political benefits for the people of the African continent.



## THÉÂTRE DES ARTISANS

# PIÈCES UNIQUES, ARTISTES AUTHENTIQUES...

▼ DOROTHY BONNEFEMME

**F**erronnerie d'art, sculpture, vannerie, poterie, verrerie, textile... Le temps d'un week-end, du 31 août au 1er septembre, des artisans qualifiés se retrouveront au sein du showroom de la compagnie Yuni, à Terre-Rouge. Le but de l'événement, baptisé « Le Théâtre des Artisans », est de mettre en avant les artisans dont les métiers sont complémentaires au mobilier de décoration intérieure et extérieure de Yuni.

Parmi les stands que pourront y voir les Mauriciens, celui de Méli-Mélo, ne passera pas inaperçu. Françoise Park y proposera une variété de tissus de cuisine, serviettes, nappes et beaucoup d'autres articles brodés, qui sont tous ses créations.

Il en va de même pour Barbara et Jean Claude Desvaux de Marigny, dont le travail peut, en temps normal, être admiré au Studio 44, au Dias Pier du Caudan Waterfront. Ce couple d'artistes, fort d'une expérience de plus de 20 ans dans le travail du verre, sont maintenant en mesure de proposer des créations uniques. Ils présenteront ainsi une variété de bijoux, fabriqués à la main en utilisant des perles de verre flambées, des peintures sur verre et plat, ainsi qu'un large choix d'articles de couvert et d'objets souvenirs.

Pour sa part, Déco Design Home, société basée à Maurice depuis mars 2010, fera découvrir, à travers sa directrice, Trinida Chetty, toute une gamme de services allant de la fabrication de meubles d'intérieur et d'extérieur en pas-

Valoriser le travail des artisans. C'est l'un des objectifs que comptent atteindre les compagnies In Situ et Yuni à travers le Théâtre des Artisans. L'événement, qui se tiendra ce week-end, à Terre-Rouge, réunira ce qui se fait de mieux en matière d'artisanat local de qualité. Petit aperçu...

### YUNI-IN SITU : DE BALI À MAURICE

Yuni, qui existe à Maurice depuis 2004, est un fabricant de meubles d'intérieur et d'extérieur, et propose également du sur-mesure. Ses produits sont exposés à son showroom, situé à St Joseph Road, Terre Rouge. Il s'agit d'un véritable 'one-stop-shop' pour l'univers de la maison. Les clients y trouveront en effet une grande variété de meubles, d'objets décoratifs, de cuisines, de luminaires, de literies, et de revêtement muraux. Un nouvel arrivage, en provenance d'Indonésie, est attendu chaque mois.

Yuni, qui propose également des conseils en décoration à partir d'images en 3D, proposera par ailleurs aux visiteurs du Théâtre des Artisans d'actionner sa « roue des réductions » afin d'obtenir des rabais immédiats sur une sélection de produits en vente au showroom.

Quant à In Situ - société-sœur de Yuni - elle a ouvert ses portes à Bali, en Indonésie, en 2005.

Ses principales activités sont le 'sourcing', la fabrication et l'exportation de meubles d'extérieur et d'intérieur, ainsi que d'une large gamme de produits pour la maison. Elle exporte principalement vers les pays de la zone océan Indien, mais également vers l'Europe

sant par les équipements de cuisine, les tissus pour rideaux, coussins, canapés et la literie en général. Déco Design Home, sise à Pointe-aux-Canonnières, prend en main tout ce qui a trait à la décoration et ses services, qui s'adressent aux particuliers comme aux entreprises, vont du conseil ponctuel à la prise en charge complète de projets.

### DÉCO, BOUGIES, CROCHET...

Les merveilles d'Astrid Espitalier-Noël ne passeront pas non plus inaperçues lors de cet événement. Ayant toujours aimé l'art depuis son enfance, la directrice de Glowin'Spirit s'est lancée dans la création de bougies depuis plus de dix ans. Dans sa bulle artistique, elle innove, crée et se perfectionne.

C'est en 2008 qu'Astrid crée Glowin'Spirit, son atelier-boutique installé à Labourdonnais-Mapou. Vous y trouverez des bougies de tous modèles et de différentes senteurs et couleurs, ainsi que des objets déco. Astrid Espitalier-Noël, qui vend ses bougies aussi bien aux boutiques spécialisées, hôtels et restaurants qu'aux particuliers, fait également du sur-mesure. Elle personnalise et adapte en effet ses créations selon les goûts et besoins de ses clients.

In Situ et Yuni, les organisateurs de l'événement, ont aussi voulu donner un coup de pouce à Local Hands. Cette as-

“

In Situ et Yuni, les organisateurs de l'événement, ont voulu donner un coup de pouce à Local Hands. Cette association réunit des artisans évoluant dans des milieux défavorisés, et qui, avec le soutien de plusieurs institutions, cherchent à améliorer la qualité de leurs produits et techniques de vente, afin de pouvoir écouler leurs créations auprès des hôtels, des touristes et du public en général

sociation réunit des artisans évoluant dans des milieux défavorisés, et qui, avec le soutien de plusieurs institutions, cherchent à améliorer la qualité de leurs produits et techniques de vente, afin de pouvoir écouler leurs créations auprès des hôtels, des touristes et du public en général. Ce week-end, vous aurez ainsi l'occasion d'admirer et d'acheter les



beaux produits artisanaux en textile, céramique, porcelaine, terre cuite, noix de coco et matériaux recyclés, entres autres, qui sortent de chez Local Hands.

Petit Grain de Sable, dont la directrice est Astrid Brissart, répondra également présent au Théâtre des Artisans. Elle y proposera des objets de décoration et des cadeaux personnalisés pour les enfants et les mamans, son créneau de prédilection depuis novembre 2011. Vous pouvez choisir dans une large gamme de tissus et de matières, ce qui fait que chaque objet est personnalisé.

Astrid Brissart s'occupe d'ailleurs de tout, de la confection à la livraison.

Le stand d'Isloom devrait également faire des heureux. Orlane Lacaze, la créatrice de la compagnie, est tombée dans la pratique du crochet alors qu'elle était encore au berceau. Elle a grandi entourée de fils, de perles, de pinces, de métiers à tisser, de points, de nœuds, d'arabesques, de couleurs, de matières... Puis, en grandissant, elle a créé, joué avec les matières, fait des essais, des objets, des créations particulières, avant de répondre aux commandes que ses créations charmaient.

#### SI LE FER VOUS EN DIT

Installée à Maurice depuis quelques années avec sa famille, Orlane Lacaze y a découvert un nouveau mode de vie. C'est ainsi que dans ses réalisations, elle accorde une large place à la récupération.

Changement de décor au stand de Ferronnerie d'art, qui fera la part belle aux grilles, barreaux, balustrades, lustres et autres portails. Qu'il s'agisse de forger, de souder ou de boulonner, le directeur, Fabien de Spéville, donne autant que possible une touche artistique, voire unique, à ses travaux. Mais si l'art est omniprésent à son atelier, Ferronnerie d'art, qui existe depuis plus de dix ans, entreprend également des travaux industriels.

Si d'aventure l'envie vous prenait d'immortaliser certaines des créations exposées lors du Théâtre des Artisans, vous n'aurez qu'à vous adresser à Print your smiles. L'entreprise propose en effet l'impression de vos photos numériques sur toutes sortes de supports, allant du canevas au calendrier en passant par le livre-photo.

Le même domaine, mais vu différemment, sera exploité par Diane Henri. Vive et naturelle, un peu à l'image des morceaux de nature qu'elle immortalise, la photographe imprime ses clichés sur



PHOTOS: NICHOLAS LARCHÉ

Le théâtre des Artisans mettra en exergue le savoir-faire mauricien

du tissu. Dans son atelier, à la Galerie du Moulin Cassé, à Grand-Baie, on aperçoit pêle-mêle ses photographies vivantes et colorées, qui s'étirent pour la plupart sur de grandes toiles. D'autres ornent des coussins, d'où des papillons semblent être prêts à sortir à tout moment, ou des abat-jours.

Depuis environ six ans, Diane Henri expose à la Galerie du Moulin Cassé. Sur ses œuvres, on découvre tantôt des bouts de nature magnifiés, tantôt des personnages ou des paysages qui racontent ses découvertes à Maurice, mais aussi ses voyages à Rodrigues, à Madagascar, en France, à La Réunion, en Afrique du Sud, ou encore au Vietnam. Elle im-

prime aussi les photos personnelles de ses clients.

Toujours sur le plan artistique, on note la présence de Roopam Gujadhur. Cette artiste-peintre indo-mauricienne, qui voyage à travers le monde pour capter des expressions humaines et des paysages, qu'elle immortalise sur la toile, a donné libre cours à sa passion pour les couleurs en accompagnant son époux dans ses missions professionnelles.

Tous ces artistes et artisans, et bien d'autres encore, vous donnent donc rendez-vous au Théâtre des Artisans, qui sera ouvert le samedi 31 août, de 9h30 à 18 heures, et le dimanche 1er septembre, de 9h30 à 14 heures.

## L'art est dans la bouffe

Pour mettre toutes les chances de leur côté afin de faire du Théâtre des Artisans un événement réussi, In Situ et Yuni ont travaillé l'offre nourriture. L'entreprise Bite Me, qui fait dans les aliments sains et abordables, sera ainsi présente avec un menu composé de poulet mauricien et de traditionnels sushis japonais. C'est à son retour d'Australie que Fabien Halbwegs, le directeur, a eu la brillante idée de se lancer dans la confection de sushis. Pour cela, il a lancé Bite me. Basée à Curepipe, cette entreprise livre gratuitement dans la région et place ses produits dans des grandes surfaces, à l'instar de Monoprix ou des Winners de Forest-Side et de Vacoas.

Quant à Pauline Okasmaa, directrice de Goodie's Mauritius, elle préparera de délicieux gâteaux en utilisant le meilleur des ingrédients. Cette Franco-Suédoise, amoureuse de la pâtisserie, a fait son premier gâteau, avec sa mère, à l'âge de 3 ans. Depuis, elle n'a cessé de s'améliorer et d'élargir sa gamme de friandises. Aujourd'hui, elle est passée maître en la matière, qu'il s'agisse de cookies au chocolat praliné, tartelettes choco-pistaches, madeleines à la fleur d'orange, cookies mix ou de moelleux au chocolat ! Et pour faire descendre toutes ces merveilles, vous aurez le choix entre l'eau de coco pure, fraîche et goûteuse que proposera Coco Up, ou encore les vins et spiritueux des boutiques 20/vin.

## EXPORTATION

# LES MEUBLES DOMINGUE VISENT L'AFRIQUE

D'un petit atelier, l'entreprise familiale Meubles Domingue est de celles qui, à un certain moment de leur développement, n'hésitent pas à se donner de nouvelles ambitions. Pour l'instant, c'est l'Afrique qui intéresse les Meubles Domingue. Si l'idée est encore au stade de croquis, l'accueil reçu par l'entreprise à MAITEX 2013 en a été le dégauchissage



EXPORTATION. Meubles Domingue rêve de faire son entrée sur le marché africain

## ▼ DOROTHY BONNEFEMME

La tradition et la passion du bois ont fait la force des Meubles Domingue. La créativité dans le design et la qualité dans la fabrication et le service ont fait la réputation. Le petit atelier de menuisier au coin de rue qui voit le jour en 1964, emploie aujourd'hui une cinquantaine de personnes, tandis que le client peut se décider sur son choix dans un showroom de 1 220 pieds carrés.

« La renommée est là, nous avons maîtrisé le savoir-faire, le bouche-à-oreille marche merveilleusement bien et on vient des quatre coins de l'île pour nos meubles, il est temps de voir plus loin », confie Sylvio Domingue. Voir plus loin, cela veut dire au-delà de la clientèle locale. « Nous sommes prêts pour l'exportation, nous avons restructuré l'entreprise en fonction de nos ambitions, nous avons déjà établi des contacts avec Enterprise Mauritius », ajoute Diane Domingue, responsable Marketing, confiante des retombées de la présence de

## LE LABEL MAURICIEN FRANCHIT LES FRONTIÈRES

Adyeeri Ivan Mutabaazi est un homme d'affaires réputé en Ouganda. L'an dernier, il avait participé à la première édition de MAITEX et fait de bonnes affaires. Son entreprise, Invicta, est dans le textile, le miel et les panneaux solaires. Accompagné d'une délégation d'une vingtaine d'Ougandais, il est venu à MAITEX 2013. « Je trouve les produits très intéressants. Plusieurs produits m'ont tapé dans l'oeil, et je pense conclure de bon deals », indique-t-il.

Toutefois, avance l'entrepreneur ougandais, « je dois prendre des renseignements concernant les taxes, car par rapport aux accords de la COMESA, nous sommes supposés bénéficier du libre-échange. Malheureusement, j'ai dû payer une petite fortune en ce qui concerne la taxe ». Cela fait tiquer Adyeeri Ivan Mutabaazi et il espère trouver des réponses pour proposer ainsi des produits mauriciens au peuple ougandais.

« Je préfère faire des affaires avec l'île Maurice, car je suis sûr de la qualité des produits. Je suis parti en Chine, mais là-bas, le hic c'est lorsque vous négociez, ils sont prêts à baisser les prix et malheureusement la qualité aussi baisse en grade. Tandis que chez vous, les commerçants sont prêts à faire des rabais raisonnables sans pour autant toucher à la qualité. Et puis ici, vous pouvez commander cent pièces de différentes couleurs. Tel n'est pas le cas en Chine ».

l'entreprise à la deuxième édition de MAITEX.

Quand ils parlent d'exportation, les Domingue pensent surtout au continent africain. « De nombreuses entreprises mauriciennes y sont déjà, ce continent présente d'immenses possibilités d'exportation. Les Africains adorent les produits faits-main, et à Meubles Domingue nous sommes avant tout des artisans. Nous entrevoyons beaucoup de scope dans cette région », estime

Diane Domingue. Qui se dit confortée dans les visées africaines de l'entreprise de par les contacts établis avec des visiteurs du continent à l'exposition. « Ils ont montré un vif intérêt quand ils ont vu la qualité de nos produits, ils ne négligent pas, non plus, le rapport qualité-prix », fait observer notre interlocutrice.

Diane Domingue ajoute que les Meubles Domingue, sont résolument tournés vers le con-

temporain haut de gamme. Du contemporain avec des formes épurées avec une tendance toujours minimaliste, précise-t-elle. Meubles de décoration ou utilitaires, meubles de salon, de salle à manger, de cuisine ou de bureau, les artistes Domingue donnent également dans la durabilité ; tout est en bois massif, principalement le teck. La création est aussi un des atouts de cette entreprise, indique Diane Domingue, « nous voulons nous adapter aux besoins et aux envies de nos clients ».

## QUALITÉ ET DURABILITÉ

La qualité c'est notre signature, ajoute-t-elle, précisant qu'« une attention particulière est accordée au séchage de bois, car le bois reste un élément bien vivant. D'ailleurs chaque meuble est vérifié et contrôlé avant d'être soigneusement emballé pour être livré chez vous ».

Le bois c'est une affaire de famille chez les Domingue, une passion qui dure depuis bientôt cinquante ans, une tradition familiale devenue une référence dans le secteur de la fabrication de meubles à Maurice. Meubles

Domingue a été créée en 1974, par son beau-père, Sylvio, qui lui-même avait appris et aimé le métier dans l'atelier de son père ouvert en 1964.

Le label bien établi, le premier magasin Meubles Domingue ouvre ses portes en 1991. Bien vite la renommée va faire le tour de l'île et, pour un meilleur accueil des clients, l'entreprise ouvre un showroom de 1 220 pieds carrés ». A côté des meubles portant la griffe Domingue, on y trouve également des meubles importés d'Indonésie.

Les meubles importés seraient-ils de meilleure qualité ? Pas toujours, répond Diane Domingue, il faut faire très attention et savoir être très sélectif. Et le Do It Yourself ? « Bon marché coûte cher, comme on dit. Pour le plaisir, ça va, mais un meuble c'est fait pour durer. Nous recevons beaucoup de clients déçus du Do It Yourself et qui viennent s'en remettre aux vrais professionnels. Il faut investir dans la durabilité quand il s'agit des meubles », indique la responsable marketing de Meubles Domingue.

Il exporte déjà sur l'île de la Réunion, les Maldives et les Seychelles.  
Le G.R.N.W Boat Yard Ltd vise maintenant le grand large. Le poète Charles Baudelaire n'écrivait-il pas :  
« Homme libre, toujours tu chériras la mer »

## G.R.N.W BOAT YARD

# BATEAUX MADE IN MORIS VERS D'AUTRES HORIZONS

▼ DOROTHY BONNEFEMME

**L**e magnifique Speed Boat en fibre de verre, d'un vert fluo de vingt-quatre pieds, trônant au milieu du Centre Swami Vivekananda, à la Mauritius International Trade Expo (MAITEX), le week-end dernier, ne pouvait passer inaperçu. A voir le nombre de visiteurs admiratifs qui ont fait escale devant l'enseigne G.R.N.W Boat Yard Ltd, le nombre aussi d'acheteurs potentiels - la plupart pour leur plaisir, d'autres pour leur business personnel - il n'y a pas à dire, le constructeur et réparateur de bateaux en fibre de verre a le vent en poupe.

Izdihaar Mudhoo, Accounts Executive de la compagnie, confirme : « *C'était la grosse foule, on se bousculait presque, les gens sont très intéressés, nous répondons à leurs questions, nous avons établi de nombreux contacts, il y a un réel engouement pour les bateaux de plaisance, c'est très prometteur* ».

« *Nos bateaux sont aux normes internationales. Nous fabriquons nos produits de A à Z, excepté pour le moteur* », fait ressortir Izdihaar Mudhoo. Il avance que la compagnie veut se développer pour profiter de l'engouement pour les bateaux de plaisance et professionnels. « *Le potentiel existe, l'industrie de la mer présente d'immenses perspectives, il faut avoir une grande vision* », dit-il. Pour naviguer dans les grandes eaux, le GRNW Boat Yard Ltd s'est adjoint la puissance d'un grand paquebot : le groupe British American Investment (BAI), dont il est devenu une filiale de Bramcom, branche commerciale et industrielle du groupe. Le GRNW Boat Yard LTD, dont l'atelier est situé à Plaine Lauzun, est devenu le premier constructeur de bateaux à Maurice avec une production de 60 bateaux par an.

« *Nous sommes des spécialistes de bateaux de plaisance, des navires de pêche, des speedboat et des catamarans entre*



Le G.R.N.W Boat Yard exporte déjà son savoir-faire

*autres, dont les dimensions varient de 18 à 65 pieds. Nous comptons, parmi nos clients, le ministère de la Pêche, l'Outer Island Development Corporation, la State Investment Corporation (SIC), la National Coast Guard, mais aussi beaucoup d'établissements hôteliers et des pêcheurs particuliers*

### LA SÉCURITÉ AVANT TOUT

Un savoir-faire qui a permis à l'entreprise de recevoir le « Technology Award » de la Small and Medium Industries Development Organisation (SMIDO) en 2000. En 2005, elle obtint le Quality Summit Awards, catégorie Or, à New-York.

Autre point fort de la compagnie et qui compte pour beaucoup dans sa réus-

site, la capacité de répondre aux goûts et exigences des clients : « *Nous travaillons selon leur demande. Celui-ci veut un siège seulement devant, celui-là souhaite une console, un autre veut telle ou telle décoration qu'il a vu dans un magazine spécialisé ; nous sommes là pour satisfaire le client. Au moment de signer la commande, nous l'imaginons déjà en pleine mer goûtant au bonheur du grand large* ». Seule considération sur laquelle les constructeurs ne transigent pas, insiste Izdihaar, la sécurité : « *Nous pouvons satisfaire toutes les fantaisies du client, mais la sécurité, c'est notre affaire, là il n'a pas son mot à dire, on ne plaisante avec la mer* ».

Le GRNW Boat Yard a fait appel à des ingénieurs navals d'expérience pour transformer les envies du client en réalité.

« *Quand un acheteur vient nous voir, nous lui proposons des modèles, nous discutons à partir de son budget et de ses désirs et de l'utilisation qu'il veut en faire de son bateau. Les ingénieurs participent à la discussion, conçoivent la construction avec le client* ».

Et qu'en est-il du prix ? A l'incontournable question des visiteurs à MAITEX, Izdihaar Mudhoo répond : « *Pour le magnifique speed boat de 24 pieds en exposition, avec moteur, Rs 2,1 millions et Rs 1,2 million, sans moteur* ».

Un rapport qualité/prix que, selon l'Accounts Executive de G.R.N.W Boat yard Ltd, les Africains, par exemple, trouvent « fort intéressant ». L'entreprise fondée en 1989 par Igor Van Nuwenborg, vogue fièrement et confiant, vers son premier quart de siècle.

### L'EXCELLENCE RÉCOMPENSÉE

Entreprise Mauritius a voulu profiter de MAITEX pour célébrer et récompenser l'excellence dans le domaine de l'exportation.

La cérémonie de l'Exporters Award s'est déroulée devant un parterre d'invités composé principalement d'homme d'affaires mauriciens et africains. Cette récompense vise à inspirer les entreprises mauriciennes à une plus grande implication dans le secteur de l'exportation et aussi à maintenir leur compétitivité sur le marché mondial.

Trois catégories avaient été mises en place et 33 entrées avaient été soumises. C'est Secret Grand-Mère Company Ltd qui remporte le Gold Award dans la catégorie des nou-

veaux exportateurs. Alors que Exofruit Export Ltd, s'est distingué dans la catégorie de Small Enterprises. La compagnie exporte des fruits et légumes, avec un chiffre d'affaires de moins de 50 millions de roupies annuellement.

Dans la catégorie Medium Enterprises le Gold Award est revenu à la compagnie Exogreen Ltd, qui a un chiffre d'affaires de plus de 50 millions de roupies mais moins de 150 millions de roupies par an. Corona Clothing s'est aussi démarquée lors de cette cérémonie de remise de prix. Cette entreprise est repartie avec le Gold Award dans la catégorie large Enterprises. La compagnie brasse un chiffre d'affaires supérieur à 150 millions de roupies annuellement.



Les lauréats de la première édition de l'Exporters award



Anooradah Poorun a été plusieurs fois récompensée pour sa passion pour les tisanes



COÛTS. Les processus dans la production de thé vert et de tisanes consomment beaucoup d'électricité

## ASSOCIATION DES ENFANTS DÉFAVORISÉS

# LA TISANE DE GRAND-MÈRE FAIT RECETTE

L'Association Pour l'Education des enfants défavorisés (APEDED) est la première ONG à se lancer dans la production d'électricité en utilisant une source d'énergie renouvelable. Le Solar Powered Herbal Tea, inauguré en juillet dernier est une première à Maurice. L'exemple vient du Sud

### ▼ LEENA GOORAYA

L'étape franchie par l'APEDED aujourd'hui apporte une autre dimension à son projet de production de tisanes. De par ses activités, l'association est devenue un modèle en matière de développement durable et peut être citée en exemple pour le reste du pays. Créée en 1996, l'APEDED travaille avec les enfants défavorisés dans plusieurs régions de l'île. L'association va à la rencontre d'enfants qui ne sont pas scolarisés pour cause de pauvreté, les dirige vers les écoles de la localité et se charge d'assurer tous leurs besoins à l'école.

Une autre activité majeure de l'association est la production de tisanes qui a débuté en 2006. Anooradah Poorun nous raconte la genèse de ce projet. Auparavant, il y avait de nombreuses usines de textile dans le Sud. Mais depuis ces dernières dix années, la crise est passée par là, des usines ont fermé. Les ouvrières licenciées ont éprouvé beaucoup de difficultés à retrouver du travail, vu leur âge avancé et leur peu de qualification académiques. D'où l'idée de trouver quelque chose pour renforcer la capacité de ces femmes mères de familles. Les tisanes allaient être d'un grand secours.

« Puisque je prenais déjà des



cours en plantes médicinales en Inde, je me suis dit pourquoi ne pas mettre cela en pratique à Maurice ? Cela pouvait aider ces femmes à avoir une source de revenu et en même temps les encourager à devenir des entrepreneurs », raconte notre interlocutrice. Une passion qu'elle arrive facilement à communiquer aux femmes sans emploi. Elle parle fièrement du chemin parcouru ; une vingtaine de femmes, toutes parents d'élèves de l'association, gagnent actuellement leur vie dans cette entreprise. Elle parle aussi

du système 'Buy Back Leaves'. « Vu qu'on n'a pas suffisamment de plantes pour la production, on fait des 'bébés plantes' qu'on revend à des personnes qui ont un peu d'espace inoccupé chez elles. On encourage ces personnes à s'adonner à la cultivation, et nous on leur achète les feuilles. Cela leur permet de se faire un peu d'argent ».

#### VENTE EN PHARMACIE

Anooradah Poorun nous fait découvrir les différentes plantes dans la serre à côté de l'école maternelle gérée par l'associa-

tion. Le parfum des feuilles nous titille les narines. On peut voir toute une variété d'aloë vera, la citronnelle, la menthe, du thym, l'ayapana, le tulsi, entre autres. Un peu plus loin, on y retrouve des plants de betel. On est surpris de découvrir également le géranium. Notre guide nous précise que ces géraniums ne sont pas utilisés comme tisane, mais contre les moustiques.

A travers cette sélection de tisanes traditionnelles, 'Secret Grand-Mère' transmet une facette de notre histoire et de

notre culture. Une façon, également, de contribuer à la conservation de notre patrimoine. La collection 'Secret Grand-Mère' se décline en un assortiment de 19 tisanes et 4 thés verts. Des produits naturels 100% et sans conservateur, « tout ce que la nature a de meilleur », nous dit Anooradah Poorun.

Toujours dans le cadre de la protection de l'environnement, et en ligne avec la politique du gouvernement en matière d'énergie renouvelable, l'association a décidé de mettre en place le Solar Powered Herbal Tea pour la production de thé vert et des tisanes. « Notre production de thé vert et de tisanes consomme beaucoup d'électricité, donc ce projet nous permet de produire notre propre électricité. L'énergie est utilisée dans le système d'arrosage et pour la production des tisanes », explique-t-elle.

Sur le toit du bâtiment, 48 panneaux photovoltaïques sur 72 mètres carrés ont été installés. Ils produisent 10 kW d'électricité qui alimentent directement la serre en électricité. L'investissement de Rs 1,5 million a été financé par le GEF Small Grants Programme de l'United Nations Development Program (UNDP) et la British High Commission. L'Agricultural Research and extension Unit (AREU) du ministère de l'Agro-industrie a offert des aides techniques et son savoir-

faire. Le surplus de la production d'électricité est vendu au Central Electricity Board, ce qui lui permet d'avoir des revenus additionnels. Les tisanes Secret Grand-Mère sont vendues en pharmacie à travers l'île. On en trouvera également, à partir de la semaine prochaine, dans tous les supermarchés Winner's. Il est à préciser que ces femmes font leur propre marketing, question de diminuer les coûts.

#### EXPORTATION, UNE OPTION

APEDED participe régulièrement dans les foires et expositions organisées par les agences de soutien comme la Small and Medium Enterprises Development Authority (SMEDA) ou Enterprise Mauritius. L'entreprise est actuellement à une capacité de production d'environ 8 000 pièces par mois, un chiffre appelé à doubler l'année prochaine. Les tisanes pour le diabète et l'hypertension sont les plus demandées, fait remarquer notre interlocutrice.

Les tisanes mauriciennes de Chemin-Grenier trouvent également preneur à l'étranger : La Réunion, Guadeloupe, La France, Afrique du Sud, Madagascar et La Chine., nous cite fièrement Anooradah Poorun. L'association a également participé dans plusieurs conférences et expositions internationales, « indispensables si on veut établir des contacts et viser l'exportation », fait-elle remarquer. Elle se souvient de la



NICHOLAS LARCHÉ

#### PLUIE DE RÉCOMPENSES

En mai 2012, Anooradah Poorun remportait le Gender Links Award dans la catégorie économie locale pour son projet de "Cultivation et propagation des plantes médicinales", financé par le GEF SGP - UNDP. Ce même projet lui a permis de participer au Gender Link Annual Summit en août 2012.

En mars dernier, la directrice d'APEDED a reçu une reconnaissance en tant que membre exécutif du "Forum mondial des produits naturels" du département de zoologie de l'Université du Rajasthan, où elle a également obtenu une adhésion à vie.

Elle est aussi la lauréate du prix 'SADC Protocol Award' dans la catégorie éducation et développement économique au niveau national pendant deux années consécutives, 2012 et 2013.

En juin dernier elle remporte le Green Africa Award dans la catégorie « Highly commendable award - African Women for Change ».

En août 2013, l'association remporte l'Emerging Enterprise Gold Award organisé par Enterprise Mauritius.

première participation de l'association à une foire internationale ; « c'était en 2008, une foire organisée par la SMEDA, c'est là que nous avons créé un premier contact pour exporter nos tisanes ». Puis, c'était devenu une habitude, « le Salon international du commerce, en France, l'année dernière, a été une belle occasion de marketing que nous avons su mettre à profit ».

Les deux dernières années ont vu une croissance rapide dans les exportations des produits Secret Grand-Mère : « En 2011, nous avions exporté pour Rs 227 000. l'année dernière, nous avons fait Rs 3 705 000.

Mais il faut bien savoir de quoi on parle quand on parle de tisanes. « Les tisanes ne sont pas des médicaments, mais aident plutôt à soulager et à équilibrer. Par exemple, si quelqu'un utilise une tisane pour le diabète, cela ne veut pas dire qu'il ne doit pas prendre son injection d'insuline. Par contre, si la personne a mangé du sucré pendant la journée, la tisane va permettre d'équilibrer le taux de sucre dans son corps », précise Anooradah Poorun. Pour une indigestion on peut se contenter d'une tisane, mais pour d'autres problèmes, il ne faut surtout pas arrêter les médicaments pour les tisanes, avertit-elle.

Comme toutes les entreprises, tout ne roule pas sur des roulettes pour APEDED. Des difficultés, elle en a connues. Le packaging, par exemple, grande faiblesse des producteurs mauriciens : « On n'était pas des professionnelles, on ne saisissait pas toujours les petits détails, qui, parfois, peuvent faire toute la différence. Au début, le wording sur l'emballage était en français. Mais quand on est allé en Chine, cela ne marchait pas du tout, car les Chinois ne comprennent pas, il a fallu passer à l'anglais. Finalement on a opté pour un packaging bilingue ».

## CONTRIBUTION CLIMAT-ÉNERGIE EN FRANCE : « PAS UNE TAXE NOUVELLE »

LE MINISTRE de l'Environnement français, Philippe Martin, avait créé la surprise jeudi en annonçant devant les écologistes d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV) la création d'une « contribution climat-énergie », suscitant le scepticisme de plusieurs personnalités socialistes. Vendredi, en marge de l'université d'été à La Rochelle, le ministre s'est montré plus prudent.

« Il ne s'agira pas d'une taxe nouvelle, supplémentaire », a expliqué le ministre à la presse. « Ce n'est pas une fiscalité additionnelle mais une fiscalité de substitution », a-t-il assuré. « S'il s'agissait d'une taxe nouvelle, je serais contre, comme j'étais contre la taxe carbone » que Nicolas Sarkozy avait tenté de mettre en place durant le dernier quinquennat, a-t-il martelé.

Selon Philippe Martin, « il ne s'agit pas du tout de cela, il s'agit simplement de faire en sorte que la transition énergétique permette de redonner du pouvoir d'achat aux Français ». « Nous sommes en train de travailler un dispositif qui n'aura aucune incidence en termes de pression fiscale sur les Français en 2014 », a aussi indiqué le ministre.

## LE PALMIER QUI PRODUIT DE L'ÉLECTRICITÉ

UNE PREMIÈRE dans le monde, le Solar Palm a été présenté vendredi après-midi à MAITEX. Ce palmier artificiel, disposant de panneaux solaires, a pour but de générer de l'électricité. Ce Solar Palm a la capacité de produire 2,7 kilowatts verts par heure. Ceci a été relayé suite de la collaboration avec les compagnies Advanced Steel World et Emtel.

La structure en métal, camouflée en palmier, peut résister aux caprices de la nature, à en croire Kum Sadien, CEO d'Advanced Steel World. Le Solar Palm a été aussi conçu d'une façon pour résister à des rafales allant jusqu'à 300 km/h et aux cyclones.

Selon Shyam Roy, CEO d'Emtel, ces panneaux solaires au sommet de ce palmier artificiel peuvent produire suffisamment d'électricité pour assurer l'autonomie d'une antenne d'Emtel à hauteur de 60 %. Une antenne a besoin de 32 kw d'électricité en

24 heures. Le Solar Palm peut produire 2,7 kw/h d'électricité, ce qui représente environ 25 kw par jour, dépendant de la quantité d'énergie solaire que capte le Solar Palm.

« Malgré notre couleur qui est le rouge, Emtel est très conscient qu'il faut aussi être vert. Nous y pensons toujours dans tous nos projets », déclare le CEO. Par exemple, Emtel opte toujours pour des équipements ayant une meilleure tolérance à la chaleur, nécessitant ainsi moins de refroidissement. « L'année dernière, nous avons modernisé notre équipement de réseau avec les nouvelles technologies. Cela a permis de réduire notre consommation d'électricité de 25% », ajoute Shyam Roy.

Parmi d'autres initiatives vertes, Emtel utilise du papier recyclé, a adopté le compostage. « Nous avons aussi nos tours de palmiers et structures de toit camouflés depuis 13 ans », avance-t-il.



## ▼ JAMIROUDDIN YEADALLY

## ■ Pourquoi Vivo Energy Mauritius Limited s'engage-t-elle dans la promotion de la sécurité routière ?

L'activité de Vivo Energy Mauritius Limited, en tant que distributeur de produits pétroliers, est intimement liée au transport et à la circulation routière. Cité Zen épouse le concept « No harm to anyone » de Vivo Energy, dont l'objectif est de minimiser l'impact de son exploitation sur la communauté. De ce fait, la compagnie a choisi de s'engager auprès des jeunes pour promouvoir la sécurité sur nos routes. Il s'agit d'un vaste programme national visant à sensibiliser les enfants et les adolescents à l'importance de la prévention routière. Baptisé « Cité Zen – Les jeunes roulent pour la sécurité routière », le projet est fondé sur une approche participative dont l'objectif est d'engager la jeunesse de manière active pour améliorer durablement les conditions de la circulation routière.

## ■ Pourquoi avez-vous axé votre projet de responsabilité sociale sur ce thème ?

Nous avons constaté que face à certains comportements individuels, les dispositifs tels que la limitation de vitesse, la lutte contre l'alcool et le téléphone portable au volant, l'obligation de la ceinture de sécurité pour conducteurs et passagers et le port du casque pour motocyclistes, ont révélé leur limite : la législation et la répression seules ne sauraient lutter efficacement contre la violence routière. La lutte est aussi liée à l'enjeu que représente la prévention des « conduites » à risque, tous usagers confondus.

Nous avons ainsi voulu axer notre action citoyenne sur la sensibilisation des jeunes usagers à la sécurité routière. Plus exposés à l'environnement hostile de la circulation en tant que piétons et cyclistes, les enfants et les adolescents sont parmi les principales victimes des accidents de la route.

Je dois souligner, non sans fierté, que le projet Cité Zen a bénéficié de la collaboration du ministère de l'Éducation et des Ressources humaines, et du soutien du Bureau du Premier ministre, à travers l'apport du conseiller spécial du Premier ministre sur la sécurité routière, Ben Buntipilly, et de son équipe. Grâce à ces soutiens de premier ordre, Cité Zen a été un succès.

Le démarrage officiel de « Cité Zen » pour 2013 a eu lieu le 20 mars dernier, en présence du ministre de l'Éducation et des Ressources humaines, Vasant Bunwaree, ce qui démontre la volonté du ministère de soutenir notre projet et de faciliter notre accès en milieu scolaire.

## ■ Expliquez-nous un peu le concept Cité Zen ?

Cité Zen, dans sa mise en œuvre, favorise une approche terrain afin de dégager un élan de mobilisation permanent et national. Nous la voulons une mobilisation agissante axée sur la

## BELINDA TEEROOVENGADUM RAMTOHUL, COMMUNICATIONS MANAGER, VIVO ENERGY MAURITIUS LIMITED

# « LA RÉPRESSION SEULE NE SAURAIT LUTTER EFFICACEMENT CONTRE LA VIOLENCE ROUTIÈRE »

Sensibiliser les jeunes usagers de la route et les rendre les acteurs de la sensibilisation nationale à la sécurité routière. C'est le principal but que s'est fixé la société Vivo Energy à travers la campagne Cité Zen. Brinda Teeroovengadum Ramtohul, chargée de communication de la compagnie, nous parle de cette initiative



citoyenneté. C'est une invitation aux jeunes à se sentir responsables au point de s'impliquer de manière active pour améliorer durablement les conditions de la circulation routière. Cité Zen embrasse donc l'idée que la sécurité des citoyens en tant qu'usagers de la route est entre leurs mains et que ce sont leurs comportements qui la déterminent.

## ■ Quels sont les composants de ce projet de grande envergure ?

Le projet « Cité Zen » se décline en un concours d'affiches destiné aux écoles primaires et une compétition de rédaction pour les collèves sur des thèmes de la sécurité routière. Ces activités proposent aux élèves de réfléchir aux risques de la circulation routière et aux comportements à privilégier pour assurer leur propre protection et celle des autres. Les écoles primaires ont été invitées à participer à la réalisation collective d'un ensemble d'affiches sur des thèmes de la prévention routière. Vingt-cinq affiches ont été sélectionnées par un jury pour constituer une réserve commune de supports de communication. Trois d'entre elles ont été

primées par vote du public. Les établissements secondaires sont, eux, invités à présenter une rédaction, toujours sur un thème de la sécurité routière. Les dix meilleures idées ont été sélectionnées par un jury et leurs auteurs sont passés à l'étape suivante : sélection par les internautes pour désigner les cinq dissertations vainqueurs. Les gagnants sont au nombre de 15 – soit trois étudiants par équipe gagnante – ont été admis dans une académie spécialisée, où ils ont eu la chance de développer leurs projets en les adaptant à l'écran. Ils ont bénéficié en effet d'une bourse d'étude qui comprend 40 heures de formation aux techniques d'arts visuels (écriture de scénario et de synopsis, conception du scénario-maquette (story-board), infographie, 3D, effets spéciaux numériques, animation, modélisation, montage, son

et rendu. Ils ont appris à maîtriser les techniques de l'animation 3D en vue de réaliser des vidéo-clips à partir de leurs rédactions primées.

Les clips seront ensuite remis au ministère de l'Éducation et des Ressources humaines qui s'en servira dans le cadre de ses éventuels programmes d'éducation routière. L'Académie se veut être une expérience enrichissante et exaltante pour ces jeunes étudiants. Ils sont en train de créer quelque chose de fort utile pour la communauté. Dans le cas des élèves du primaire, les vingt-cinq affiches sélectionnées feront l'objet d'expositions itinérantes dans les écoles primaires et ailleurs pour toucher un maximum d'enfants et de jeunes.

## ■ Il revient donc aux enfants de concevoir, développer et véhiculer eux-mêmes les messages sur la sécurité routière ?

Cité Zen propose aux jeunes usagers de devenir acteurs de leur sécurité sur la route. Dans la mesure où ils sont des usagers particulièrement vulnérables, les jeunes ont besoin d'une attention particulière. Les jeunes constituent un

groupe d'âge jugé récepteur idéal des messages préventifs. Non seulement s'approprient-ils plus facilement la nécessité de changer de comportement et d'attitude, ils sont aussi plus à même de la transmettre à leur entourage, notamment leurs aînés. D'où notre vision de nous engager dans une démarche d'éducation.

## ■ Comment le milieu scolaire a-t-il accueilli l'initiative Cité Zen ?

Les deux concours ont reçu un accueil très positif tant dans le milieu scolaire qu'ailleurs. Nous avons enregistré un taux de participation fort intéressant dans les écoles primaires et les collèges, compte tenu que c'est la première fois que nous organisons ce projet. Afin que Cité Zen puisse toucher une audience beaucoup plus large que le milieu scolaire, nous avons soumis les deux concours à un vote du public. Nous sommes convaincus que cet intérêt ira grandissant dans les années à venir. Cité Zen ne tardera pas à devenir – et ce pour une bonne cause – un 'happening' annuel au sein de la population estudiantine.

## ■ La « Déclaration de la Jeunesse pour la Sécurité routière » est un axe important de Cité Zen. Quel message souhaite faire passer Vivo Energy Mauritius Limited à travers elle ?

Dans le cadre du projet Cité Zen, Vivo Energy Mauritius Limited invite les citoyens à adhérer à une « Déclaration de la Jeunesse pour la Sécurité routière ». En signant cette « Déclaration », à travers le site officiel [www.citezzen.mu](http://www.citezzen.mu), les signataires s'engagent à dire non aux comportements à risque qui mettent leurs propres vies et celles des autres en péril.

Nous voulons que les gens agissent pour une route plus sûre. Nous estimons que les jeunes sont plus à même de porter ce message vers l'ensemble de la population. La Déclaration de la Jeunesse pour la Sécurité routière est une manière de mobiliser la participation des citoyens en faveur d'un comportement plus responsable sur la route. Dans le même souffle, elle invite les signataires à dénoncer ceux qui ne respectent pas les limitations de vitesse, ceux qui conduisent en état d'ébriété et ceux qui téléphonent en conduisant.



This report has been prepared by Vaneer Seeneevassen of Island Premier Traders FX Ltd.  
(FOR MORE INFORMATION, PLEASE VISIT OUR WEBSITE:  
HTTP://WWW.ISLANDPREMIERTRADERS.COM)



## NEWS

### POLYMER NOTES NOW IN YOUR HANDS

New Rs 25, Rs 50 and Rs 500 polymer banknotes were recently unveiled by the Bank of Mauritius. The notes will soon enter circulation in an effort to fight counterfeiting, and will be used alongside existing paper banknotes. The BoM thus joins an exclusive but growing group of central banks that is looking to plastic money more and more. State-of-the-art security features are incorporated into the banknotes with holography, transparency and other elements that make them difficult to counterfeit. The polymer notes are printed with magnetic ink that becomes fluorescent under ultra-violet light. They also contain a transparent window bearing an image of the dodo, and other 'swing' features like iridescent and optically variable ink printed on a transparent background. The polymer banknotes are also more durable and economical since they are expected to last at least 2.5 times as long as their traditional counterparts. The central bank is working closely with banks and cash handlers to ensure a smooth transition to the new banknotes.

The Rs 500 banknote has been produced on De La Rue's Safeguard, a trademark of De La Rue International Limited. On revealing the new notes, the Bank's Governor said "This is an exciting development in the history of Mauritian banknotes and we are sure that the people of Mauritius will be proud to be one of the first countries in the region to have polymer banknotes". De La Rue's Chief Executive Tim Cobbold said: "It is more than 150 years since De La Rue first printed Mauritius banknotes and it is a reflection of the strength of our partnership that we are continuing to supply banknotes to Mauritius today. I am delighted that our longest standing customer has chosen to have the Rs500 note printed on Safeguard, one of our latest innovations."

## EXCHANGE RATES



### EUR/USD

Here we go guys..... The dollar was seen taking back earlier losses against the euro Monday after investors digested disappointing U.S. durable goods numbers. It snapped up nicely priced greenback positions afterwards to await fresh cues from the Federal Reserve on the fate of monetary stimulus measures.

I read that the Commerce Department reported that U.S. durable goods orders dropped 7.3% in July, outpacing expectations for a 4.0% decline. The July figure marked the largest decline since August 2012. Core durable goods orders, which are stripped of volatile transportation items, fell 0.6% last month, defying expectations for a 0.5% increase. The numbers weakened the dollar earlier by keeping sentiments alive that the Federal Reserve won't rush to taper its USD85 billion in monthly bond purchases, which

weaken the dollar to spur recovery. On Friday, the Commerce Department reported that new home sales in the U.S. dropped 13.4% to 394,000 units in July, far worse than market expectations for a 1.4% decline. The dollar, however, regained strength as many market participants concluded that the Federal Reserve remains on track to begin tapering the pace of its asset purchases this year, and I think doubts surrounding a September start date or a December start date have been priced into trading. At the time of writing, morning trading sessions in Europe seem quite

volatile so far with German IFO figures coming out slightly better than expectations in general.

### STERLING

GBP/USD has rebounded sharply off the 1.5561 lows early Tuesday morning and as I write it is still below pivot resistance at 1.5591. GBP/USD traders were still relying on US data. GBP/USD traders were closely monitoring the US S&P Case Schiller Home Price Index, US Consumer Confidence numbers and the US Richmond Fed

Manufacturing Index for clues as to the near-term direction of the cross. There is no British data due out until the BOE's Governor Carney speaks before Parliament. Technical analysts are still calling for GBP/USD to move down towards the ultimate target of 1.4551. They note that only a close above 1.5738 will force them to reconsider this bearish outlook. I see shorter-term support coming into play at 1.5422.

### THE MUR

On the local market, MUR has again been seen to trade below the psychological MUR 31/USD level throughout last week. Against the EUR I also saw come across prices in the range of MUR 40.50 - 41.00. Still proving attractive for EUR sellers while buyers seemed happy to buy below MUR 31.00. This who would have bought above MUR 31 should still be biting their fingers. Any move in the benchmark USD/MUR price will normally respond to moves in EUR/USD.



Report prepared by Nishal Babooram  
Island Premier Foreign Exchange  
(www.iptfx.com)

## BANK OF MAURITIUS EXCHANGE RATES TUESDAY, AUGUST 27, 2013

Country	BUYING				SELLING
	Currency	TT	DD	Notes	TT/DD/Notes
AUSTRALIA	AUD 1	26.9656	26.8079	26.5201	28.1689
CANADA	CAD 1	28.5305	28.3436	28.1292	29.7859
EMU	EUR 1	40.5025	40.34	40.1932	41.7003
JAPAN	JPY 100	30.5206	30.2074	29.7945	31.9002
NEW ZEALAND	NZD 1	23.4286	23.2869	23.0198	24.4855
SINGAPORE	SGD 1	23.3808	23.2612	23.1462	24.4842
SOUTH AFRICA	ZAR 1	2.898	2.8591	2.8043	3.0451
SWITZERLAND	CHF 1	32.4882	32.3077	32.0902	33.9004
U.K.	GBP 1	47.1717	46.983	46.7968	48.5699
U.S.A.	USD 1	30.3082	30.2135	30.1771	31.1823

## GOLD COINS TUESDAY, AUGUST 27, 2013

Denomination	Weight(gm)	Diameter(mm)	Price (Rs)
100	3.41	16.5	5975
250	8.51	22	14525
500	30.03	27	28885
1000	34.05	32.69	54430

## MARKET ACTIVITY TUESDAY, AUGUST 27, 2013

Market Capitalization	195,798,453,800.70
Total Volume Traded	11,461,494
Total Value Traded	35,338,202.26

TOP 5 - OFFICIAL MARKET			
Symbol	Open	Latest	% Change
VIVO ENERGY	135.00	138.00	2.22
SUN RESORTS	28.50	29.00	1.75
BRAMER BANKING	6.00	6.10	1.67
OMNICANE LIMITED	82.00	83.00	1.22
MUA	120.00	120.50	0.42

MOST ACTIVE - OFFICIAL MARKET	
Symbol	Volume
SBM	10,639,100
CIM FINANCIAL	400,900
LUX ISLAND	94,787
TERRA	54,500
MDIT	41,619

TOP GAINERS - DEM			
Symbol	Open	Latest	% Change
LIVESTOCK (P)	20.05	20.50	2.24
ENL LTD (P)	27.60	28.20	2.17
MTIUS COSMETICS	49.00	50.00	2.04
COVIFRA	6.98	7.00	0.29

MOST ACTIVE - DEM	
Symbol	Volume
CIEL INVESTMENT	2,592,346
LIVESTOCK (O)	36,203
BLUELIFE LIMITED	12,700
ENL LTD (P)	7,410
COVIFRA	5,000

**DISCLAIMER:**  
Publication of the above figures has been done with reasonable care and diligence. However, Capital makes no representations, gives no warranty and disclaims all liability in respect thereof and shall not be held liable for any damage, loss or costs incurred resulting from any error in the information or any use of the said information. Appropriate independent advice should be obtained before making any investment decision.

## MARKET SHARES - TUESDAY, AUGUST 27, 2013

COMPANY	NOMINAL	LAST CLOSING PRICE	LATEST	CHANGE	% CHANGE	VOLUME	VALUE
AIR MTIUS LTD	10.00	13.30	13.30	-	-	"8,000.00"	"106,500.00"
ALTEO LIMITED	-	35.20	35.20	-	-	"33,505.00"	"1,179,925.00"
BRAMER BANKING	-	6.00	6.10	0.10	1.67	"28,000.00"	"170,800.00"
ENL LAND LTD	-	45.50	45.50	-	-	"4,347.00"	"197,788.50"
GAMMA CIVIC	1.00	29.00	29.00	-	-	"1,500.00"	"43,500.00"
H.MALLAC	10.00	114.00	114.00	-	-	-	-
IRELAND BLYTH LTD	10.00	89.00	89.00	-	-	400.00	"35,600.00"
LUX ISLAND	10.00	26.00	26.10	0.10	0.38	"94,787.00"	"2,472,517.00"
MCB	10.00	193.50	194.00	0.50	0.26	"29,222.00"	"5,669,057.00"
MAURITIUS UNION ASSURANCE	10.00	120.00	120.50	0.50	0.42	300.00	"36,150.00"
NMH	-	67.00	67.00	-	-	"2,617.00"	"175,339.00"
OMNICANE	7.50	82.00	83.00	1.00	1.22	"2,600.00"	"215,800.00"
ROGERS	10.00	177.00	177.25	0.25	0.14	"7,132.00"	"1,262,389.00"
SBM	1.00	1.07	1.06	-0.01	-0.93	"10,639,100.00"	"11,277,651.00"
SUN RESORTS	10.00	28.50	29.00	0.50	1.75	"5,835.00"	"167,797.50"
TERRA	-	40.00	40.00	-	-	"54,500.00"	"2,180,000.00"
CIM FINANCIAL	-	8.50	8.20	-0.30	-3.53	"400,900.00"	"3,322,464.00"
<b>DEM</b>							
BLUELIFE LIMITED	-	6.20	6.20	-	-	"12,700.00"	"78,800.00"
CIEL INVESTMENT	-	3.40	3.35	-0.05	-1.47	"2,592,346.00"	"8,562,261.40"
CIEL TEXTILE	-	23.60	23.60	-	-	-	-
CONSTANCE HOTEL	10.00	22.00	22.00	-	-	-	-
DEEP RIVER INVESTMENT	-	52.00	52.00	-	-	600.00	"31,075.00"
ENL INVESTMENT	10.00	44.00	43.50	-0.50	-1.14	"1,700.00"	"74,150.00"
UNION FLACQ LTD	-	7.00	6.50	-0.50	-7.14	"2,800.00"	"18,560.00"
UNION SUGAR ESTATE	1.00	52.00	52.00	-	-	-	-
UNITED INVESTMENT	1.00	9.00	9.00	-	-	-	-

Une publication de **Channel13**  
8, rue Mère Barthelemy, Port-Louis Tel : 213 1555 - Fax : 213 1552  
Email : info@channel13.mu  
Imprimé par Yukondale Ltd - Plaine Lauzun

# Capital

**RÉDACTEUR EN CHEF** Rudy Veeramundar  
**DIRECTEUR EXÉCUTIF** Rajen Valayden  
**CHEF D'ÉDITION** Clency Lajoie

**RÉDACTION** Herrsha Lutchman-Boodhun, Dorothy Bonnefemme,  
Jamirouddin Yeadally, Jessen Soopramanien, Leena Gooraya

**PHOTOGRAPHE** Nicholas Larché **COLLABORATEUR** Jean-Luc Balancy

**CONCEPTION GRAPHIQUE** Knivel Goonmeter, Ibrahim Atchia

**CHEF DE PRODUCTION** Roland Nicolas Cheneya

**ADMINISTRATION** Nishta Salandy, Essane Auleear

**RESPONSABLE PUBLICITÉ** Steeven Pumbien  
Mob : 788 5025 Email : steeven.p@channel13.mu



A l'Institut français de Maurice (IFM), la culture du pays de Molière cohabite, depuis un an, avec une gastronomie toute mauricienne. Pamela Sobran, qui a lancé Mabena Catering Service Ltd en août 2012, y tient le café Baudelaire. Vous y trouverez des plats locaux agrémentés d'une petite touche spéciale

## MABENA CATERING

# BAUDELAIRE ET 'TI PURIS'

▼ DOROTHY BONNEFEMME

« **S**i vous venez à Rose-Hill, vous devez absolument faire un tour à la cafétéria de l'Institut français de Maurice (IFM). Vous aurez l'occasion d'y savourer un bon curry d'ourite », nous a dit avec enthousiasme une amie qui travaille dans cette région. Curieux, nous avons décidé d'aller y faire un tour. Ce que nous y avons découvert, c'est une ode à la cuisine locale.

« Nous voulons redonner à la cuisine mauricienne ses lettres de noblesse », lance d'emblée Pamela Sobran. Débrouillarde, cette jeune maman de trois enfants a sauté sur l'occasion lorsqu'elle a vu l'appel d'offres de l'IFM pour la gérance de son café. Lorsqu'elle a été sélectionnée, elle a dû puiser de ses économies pour lancer, avec l'aide de son partenaire, Jonathan Jhurrea, Mabena Catering.

### GÉRANTE POLYVALENTE

A 11h45, trois tables du Café Baudelaire sont occupées. Alors que les chefs s'affairent en cuisine, Pamela Sobran, elle, est sereine. Elle sait que dans quelques minutes, le café sera comble. « Je n'ai fait aucune publicité. Il n'y a même pas d'enseigne pour signaler notre présence. Notre marketing s'est fait de bouche-à-oreille. Je suis ici depuis une année environ et je peux dire que nous avons déjà des clients qui nous sont bien fidèles. Certains sont des employés du bâtiment NPF, d'autres des alentours ou encore même d'Ebène. Il y a aussi, bien sûr, les abonnés de la médiathèque de l'IFM, les parents... »

Si certains trouvent leur bonheur dans un simple sandwich, d'autres préfèrent les salades ou encore les plats typiquement mauriciens, à l'exemple du 'kalia' de poulet, rougaille de poisson salé ou encore les sept currys accompagnés de 'ti puri'. « Ici, nous faisons plaisir à tout le monde. Nous leur proposons des mets à la carte et aussi des mets différents au quotidien. S'ils optent pour ces derniers, ils auront droit à une entrée, un plat principal et un dessert pour Rs 350. Autrement, les autres plats se vendent à partir de Rs 125 et les sandwiches coûtent environ Rs 100 », explique notre interlocutrice.

## Rs 350

**Prix du plat du jour  
au Café Baudelaire**

Ces mets sont préparés par les quatre cuisiniers employés par Mabena Catering Service Ltd et servis par deux autres, qui sont en salle. Pamela Sobran est pour sa part polyvalente. Elle ne se contente pas de s'asseoir et de donner des ordres. S'il faut mettre la main à la pâte dans la cuisine, elle n'hésite pas. Idem s'il faut prendre les commandes ou servir. « J'adore rencontrer mes clients et obtenir leur avis sur les plats et le service », ajoute cette habitante de Baie-du-Tombeau. « Je suis dynamique et vivante. Je déteste les métiers où il faut rester entre quatre murs. »

La cuisine donne également l'opportunité à Pamela Sobran de faire travailler ses méninges. Au Café Baudelaire, les plats ont tous un petit plus. Pour nous convaincre, la directrice de

## UNE HISTOIRE DE FAMILLE

Sa carrière professionnelle, Pamela Sobran l'a entamée comme serveuse chez Pizza Hut. Si aujourd'hui, elle gère sa propre entreprise, elle le doit à son dynamisme, le soutien de son époux et de ses enfants, et à sa passion pour la cuisine, qui lui a été transmise par sa grand-mère paternelle. « *Je suis une passionnée de la cuisine. C'est ma grand-mère qui m'a transmis cet amour. Elle adorait préparer des currys d'haricot, d'embrevades... et je me léchais les babines quand je lui rendais visite, car ma mère ne cuisinait pas ces plats. Elle m'a beaucoup appris* », nous confie-t-elle.

Une année, pendant les vacances scolaires, Pamela Sobran prend de l'emploi chez Pizza Hut. Elle s'y plaît, et de fil en aiguille, gravit les échelons. Lorsqu'elle quitte cette société après 10 ans pour se mettre à son propre compte, elle occupe le poste de Restaurant Manager. Elle ouvre alors une pizzeria.

Seul bémol : la maladie de la fille qu'elle mettra au monde. Pamela Sobran ferme alors le restaurant pour s'occuper de son enfant. Mais depuis que la santé de l'enfant s'est stabilisée, et que Pamela a employé une nounou et une bonne pour l'épauler, elle a pu retourner à la vie active. C'est alors qu'elle tombe sur l'appel d'offres de l'IFM. Elle n'hésite pas une seule seconde et se jette à l'eau.

Et bien que maintenant, elle soit tous les jours au four et au moulin, la directrice de Mabena Catering trouve aussi du temps à consacrer à sa famille et à ses trois enfants, âgés de 8, 7 et 3 ans.



Mabena Catering Service Ltd veut redonner à la cuisine ses lettres de noblesse

Mabena Catering Service Ltd a voulu que nous goûtions à son curry de poulet. Servi sur une belle assiette blanche, le curry est agrémenté de crevettes. Le tout est accompagné, de fine lamelles d'aubergines ('bringelles') à moitié frites, d'un 'vindaye' de bananes coupées en rondelles, d'une belle salade et d'un chutney, ainsi que d'une timbale de riz.

« *Nous mettons aussi l'accent sur la présentation. Regardez par exemple ce croque-monsieur qui va être servi à un client. Le chef l'a préparé avec amour, que ce soit au niveau des ingrédients ou de l'assiette. C'est vrai, qu'au final, ça reste un croque-monsieur, mais présenté ainsi, c'est plus attirant* », précise la directrice.

### POUR TOUS LES GOÛTS ET À UN PRIX ABORDABLE

Et les clients sont satisfaits. D'ailleurs, pour leur faire davantage plaisir, Pamela Sobran leur proposera bientôt une cuisine mauricienne fusionnelle. « *Nous essaierons de retourner vers les produits du terroir. Le manioc comprend des valeurs nutritionnelles importantes. Je vais le mettre à ma sauce et je suis certaine que les clients vont aimer. C'est la même chose en ce qui concerne les fruits à pain et plusieurs autres*

*produits. Je vais les rendre encore plus appétissants* », explique-t-elle.

Bientôt, le décor du Café Baudelaire connaîtra également un coup de neuf. A ce jour, ce sont des chaises en plastique blanc et des tables de la même couleur qui sont installées. « *Ce sont les équipements de l'IFM qui, malheureusement, n'a pas les fonds nécessaires pour changer le*



Nous essaierons de retourner vers les produits du terroir. Le manioc comprend des valeurs nutritionnelles importantes. Je vais le mettre à ma sauce et je suis certaine que les clients vont aimer. C'est la même chose en ce qui concerne les fruits à pain et plusieurs autres produits. Je vais les rendre encore plus appétissants

### Pamela Sobran

*mobilier. De notre côté, nous avons voulu, au départ, jouer la carte de la prudence par rapport aux dépenses. Un an après, je peux dire que nous avons renfloué les caisses et nous comptons réaménager le lieu. Je veux y mettre plus de vie et rendre le Café Baudelaire plus vivant et plus convivial* », confie notre interlocutrice.

Le Café Baudelaire est définitivement un cadre à exploiter. « *A votre disposition, vous avez une aire de stationnement surveillée de 50 voitures, l'accès gratuit à l'Internet et un repas succulent* », ajoute la directrice des lieux. Ne manque, en fait que le permis de vente d'alcool, que Pamela Sobran multiplie les efforts pour obtenir. En cas de succès, le café pourra alors organiser des

*nous préparons des buffets pour Rs 500 à monter. Cela peut être pour n'importe quel événement ou encore pour les fêtes de fin d'année* », ajoute-t-elle.

Gérer le Café Baudelaire prend énormément de temps à Pamela Sobran. Malgré tout, elle a voulu diversifier ses activités en proposant un service de chef à domicile. Ainsi, depuis le mois de juillet, en fonction de la demande venant de touristes logeant dans des villas, elle place des chefs à domicile. « *Le chef prend son service à 8 heures et est disponible jusqu'à minuit. C'est le client qui décide du menu et lui remet les sous pour les provisions. Le chef fait alors les achats et prépare les plats* », explique-t-elle.

Jusqu'à présent, les services de Mabena Catering ont surtout été retenus par les touristes habitants les villas du Sud. « *Dans la majorité des cas, le chef est retenu pour sept à huit jours, mais il y a un client qui a fait appel à nous pour 24 jours* », ajoute Pamela Sobran, toute heureuse.

Les Mauriciens peuvent également profiter de ce service. « *S'ils organisent un mariage ou une fête et ne veulent pas se fatiguer, nous pouvons travailler ensemble à l'élaboration du menu et à sa réalisation. Nous assurons en-*

*suite le service et nous proposons de tout nettoyer après la fête* », affirme notre interlocutrice.

Toutefois, indique-t-elle, la compagnie veut garder un certain niveau car elle a sa réputation à sauvegarder. « *Si c'est Rs 200 par tête, nous refusons. Nous ne demandons pas non plus aux gens de casser leur tirelire, mais disons que pour Rs 500 par tête, nous pouvons offrir un service de qualité* », ajoute la femme d'affaires.

Jusqu'à présent cependant, les Mauriciens qui font appel à Pamela Sobran veulent surtout goûter à la paella qu'elle prépare. « *J'en ai mangé lors de mes vacances en Espagne. J'ai adoré. J'ai regardé les chefs en préparer, j'ai essayé et mon entourage a adoré. Et vu que ce n'est pas un plat qu'on cuisine très fréquemment à Maurice, j'ai proposé aux gens de venir chez eux et d'en préparer sur place* », nous confie-t-elle. Mais pour que Pamela Sobran se déplace, il faut que la commande soit pour une dizaine de personnes au minimum.

Quel que soit le service pour lequel vous optez, vous pouvez vous renseigner sur le site de Pamela Sobran – [www.chefadomicile.mu](http://www.chefadomicile.mu) – qu'elle a lancé cette semaine.

ERIC DORCHIES, CHIEF EXECUTIVE OFFICER (CEO) DU GROUPE AQUARELLE

# « Nous avons confiance dans le secteur textile mauricien »

Alors qu'il fête ses 20 ans d'existence, le groupe Aquarelle, qui a déjà conquis le marché européen, se tourne maintenant vers les États-Unis. Leur atout : les chemises 'non iron', qui ne demandent pas de repassage. Les directeurs veulent également ouvrir une usine en Asie du Sud afin de se présenter en tant que « best alternative to China »



NICHOLAS LARCHÉ

**AMBITION.** Aquarelle vise Rs 5 milliards de chiffre d'affaires en 2013

Eric Dorchies parle d'Aquarelle comme d'une « entreprise globale »

## ▼ JAMIROUDDIN YEADALLY

Avec un chiffre d'affaires de Rs 4,3 milliards en 2012-2013, ce qui représente plus de 50% du chiffre d'affaires de CIEL Textile, le groupe Aquarelle se positionne, parmi les fabricants de chemises, comme « the best alternative to China ». C'est-ce qu'a fait ressortir le CEO du groupe, Eric Dorchies, lors de la conférence de presse accompagnant la visite organisée, mercredi dernier, dans une unité spécialisée à Boundary Road, à Rose-Hill.

Présent à Maurice, à Madagascar, en Inde et au Bangladesh, le groupe Aquarelle compte aujourd'hui plus de 8 000 employés au total, dont 2700 localement. Le groupe se décline en quatre divisions : CFL, spécialisée dans la fabrication de tissus, Pastel Bleu, qui s'occupe de la production de chemises pour femmes, Laguna Clothing, unité spécialisée dans la chemise de ville pour hommes, et Aquarelle Casual, qui fait, comme son nom le laisse deviner, dans les chemises décontractées.

Des activités qui lui ont permis de doubler son chiffre d'affaires pendant la période 2008-2013. Selon le CEO,

## A L'ASSAUT DES MARCHÉS INTERNATIONAUX

Aquarelle a débuté ses opérations en 1993, avec une petite équipe de moins de 30 personnes, menée par Harold Mayer, qui est aujourd'hui le CEO de CIEL Textile. Après avoir connu une croissance fulgurante jusqu'en 2001, avec une expansion marquée à Maurice et des investissements très importants à Madagascar, le groupe connaît, en 2002, avec la crise politique à Madagascar, une réduction drastique de ses activités - de l'ordre de 40% - et enregistre des pertes énormes.

Après la crise, la direction relance l'entreprise sur des fondations plus solides, avec le redémarrage des activités à Madagascar et le lancement de Laguna Clothing India en 2006.

Les principaux marchés du groupe Aquarelle sont aujourd'hui l'Europe (45%), les États-Unis (30%), l'Inde (13%) et l'Afrique du Sud (12%), alors que sa liste de clients comprend Levi's, Eddie Bauer, Brooks Brothers, Woolworths, Benetton, Lee Wrangler, Marks and Spencer et Hugo Boss.

la réussite d'Aquarelle repose beaucoup sur le travail d'équipe et une vision bien définie. « *Le groupe a su réinventer pour devenir aujourd'hui un acteur clé du textile mondial. Ce succès, nous le devons à notre équipe et à nos valeurs, qui sont la recherche, la détermination sans faille et un sens aigu de l'éthique, le tout greffé autour d'un esprit d'équipe que nous cultivons sans relâche* », souligne-t-il.

« *Cela peut être le Vietnam, le Cambodge ou l'Indonésie* », précise le CEO. Toutefois, ce n'est que d'ici 18 mois que le choix du pays sera arrêté, alors que le projet lui-même devrait se concrétiser dans les trois années à venir.

L'avenir est également dans la technologie. C'est ce que nous a confié Elvis Cateaux, le responsable de Laguna Clothing Mauritius. En effet, dans le cadre de son expansion, le groupe Aquarelle prévoit de se spécialiser dans des domaines « porteurs », notamment dans la confection de chemises 'formal' qui ne nécessitent pas de repassage. « *Le marché niche des chemises sans repassage représente pas moins de 70 % des chemises pour homme aux États-Unis, et il y a là une opportunité énorme* », fait-il ressortir.

« *Le marché niche des chemises sans repassage représente pas moins de 70 % des chemises pour homme aux États-Unis, et il y a là une opportunité énorme* », fait-il ressortir.

## STRATÉGIE

La stratégie du groupe, selon le CEO, consiste à se positionner comme le « best alternative to China » quant à la spécialisation au niveau des produits niches. Eric Dorchies explique que la Chine, qui a eu la mainmise sur le marché durant 25 ans, a vu une augmentation marquée de ses coûts de production depuis cinq ans. Ce qui permet à la concurrence d'espérer pouvoir récupérer des parts de marché.

La réalisation de ce nouveau projet, basée sur une technologie développée par Laguna Clothing en collaboration avec des consultants chinois, nécessitera un investissement de l'ordre de Rs 40 millions sur un an. Selon Elvis Cateaux, un demi-million d'unités sont actuellement produites et ce chiffre devrait doubler d'ici la fin de l'année.

Ce séminaire, dirigé par George Palmer, spécialiste de la FATCA de Grant Thornton UK, a permis aux participants d'avancer des questions spécifiques se rapportant à leurs clients internationaux.

Quatre questions majeures sont à considérer pour toute entité: i) est-ce que l'entité se classe comme une institution financière selon la définition de FATCA ? ii) est-ce que l'entité détient des comptes financiers ? iii) est-ce que les détenteurs de ces comptes financiers possèdent le statut américain (U.S. Indicia) et iv) ce que l'entité doit soumettre à l'Internal Revenue Service (IRS) et déduire comme impôt.

#### SE PRÉPARER AUX CHANGEMENTS

Reconnaissant la complexité des clauses de la nouvelle loi et de leur mise en application, le spécialiste de la FATCA de Grant Thornton UK, recommande « *que chaque institution financière prenne le temps qu'il faut pour trouver la meilleure façon de communiquer les exigences concernant la FATCA à leurs clients* ».

Selon Shanaka Katuwawala,

## SECTEUR FINANCIER NON-BANCAIRE

# La FATCA explicité par Grant Thornton

L'entrée en vigueur, l'année prochaine, de la Foreign Accounts Tax Compliance Act, pose toujours de profondes inquiétudes aux opérateurs financiers. La firme Grant Thornton UK a fait oeuvre utile, en animant, vendredi dernier, un séminaire pour en expliciter les complexité et les implications auprès d'une cinquantaine de professionnels du secteur financier non-bancaire local



**EXPERTS.** (De gauche à droite) Couldip Basanta Lala, directeur à IFS Limited ; Leena Doman-Brette, Chief Examiner à la FSC ; Raj Thacoor, Managing Partner à Grant Thornton Ltd et Ben Lim, CEO d'Intercontinental Trust

directeur exécutif de Grant Thornton (Specialist Services), les exigences de FATCA imposées aux institutions financières sont similaires à la sécurité des aéroports. Chacun doit passer au travers de l'appareil de détection pour prouver qu'il ne transporte rien d'illégal ou de

dangereux à la sécurité des personnes et des lieux. Concernant la FATCA, on doit prouver qu'on n'est impliqué dans aucune activité irrégulière ni dans aucune fraude fiscale ».

Il est bon de préciser que même si l'Internal Revenue Service (IRS) a récemment pro-

longé le délai de six mois repoussant la date d'entrée en vigueur des nouvelles exigences à juillet 2014. Mais, il n'est pas trop tôt pour les entités financières à Maurice de se préparer aux changements à venir et mettre à jour leurs procédures.

La FATCA peut être considérée comme une extension globale plus complète du programme Qualified Intermediary (QI) pour lequel certaines institutions devaient archiver des données se rapportant au statut américain ou étranger de leurs détenteurs de comptes et rapporter les revenus et retenues fiscales à l'IRS. Les enquêtes menées par l'IRS au cours des dernières années ont contribué à l'identification des institutions à l'extérieur des États-Unis qui auraient pu avoir encouragé leurs

clients à échapper à l'impôt.

#### IDENTIFICATION DU FLUX GLOBAL DES FONDS

L'IRS vise à recueillir une partie des 50 à 100 milliards de dollars américains, montants annuels approximatifs d'évasion fiscale par les particuliers et les entreprises américains. Grâce à la FATCA, l'IRS sera dans une meilleure position pour identifier le flux global des fonds en exigeant de ses institutions partenaires d'effectuer un audit plus minutieux de leurs clients.

Rappelons que le Royaume-Uni a signé un Accord Intergouvernemental (IGA) depuis le 12 septembre 2012 et plus de 50 pays ont également fait de même depuis. Maurice est en négociation avec l'IRS afin de signer un accord similaire.

## HSBC

# Soutien à l'éducation d'enfants vulnérables

La HSBC offre une enveloppe de Rs 10,5 millions pour des projets d'actions solidaires pour 2013. Les secteurs privilégiés sont l'éducation et l'environnement

**P**ARMI LES bénéficiaires de cette action solidaire, l'Ong ABAIM entreprendra la production de manuels pédagogiques visant à initier les enfants éprouvant des difficultés scolaires à apprendre et aimer l'anglais et les mathématiques par le biais de ballades et comptines anglaises et mauriciennes. Tandis que l'Ong ANFEN veut dispenser un service de support psychologique au niveau de ses centres.

Le projet de ferme organique en partenariat avec SAFIRE, Ong oeuvrant pour la réhabilitation d'enfants de rues, a également retenu l'attention de la HSBC. Pour

compléter le volet éducation de son programme d'actions solidaires, la HSBC apporte son soutien à TIPA, à la Maison Cœur Ecoute à Barkly, et à la Maison de la Balise à Cité EDC, Rivière-Noire, toutes trois actives dans le domaine de programmes de rattrapage scolaire. Dans cette même optique, le CEO de la HSBC, Alastair Bryce, sera à la Valette à Bambous très bientôt pour remettre un chèque de Rs2 millions à l'ONG Terre de Paix pour le financement d'une crèche pour des enfants vulnérables, en partenariat avec la National Empowerment Foundation.



**BANK OF MAURITIUS**  
Website: <https://www.bom.mu>

**Bank of Mauritius issues first Polymer Banknotes of Rs25, Rs50 and Rs500**

In accordance with section 35 of the Bank of Mauritius Act 2004, the Bank of Mauritius (Bank) is introducing polymer banknotes in denominations of Rs25, Rs50 and Rs500.

The new polymer banknotes have almost the same design as the paper banknotes. They contain numerous security features, *inter alia*, a transparent window showing the image of the dodo, numbers printed with magnetic ink which become fluorescent under ultra violet light and swing features printed in iridescent ink, which change to a different colour when observed in transparency or when tilted.

The polymer banknotes will be in circulation alongside the existing paper banknotes and both shall be accepted as legal tender. The Bank is working closely with banks and cash handlers to support a smooth transition to the new banknotes.

More information on the security features of the new polymer banknotes can be obtained by visiting the Bank's website <https://www.bom.mu>.

**Bank of Mauritius**  
22 August 2013

*Conformément à l'article 35 de la Bank of Mauritius Act 2004, la Banque de Maurice (Banque) introduit des billets de banque en polymère en coupures de Rs25, Rs50 et Rs500.*

*Les nouveaux billets de banque en polymère ressemblent de très près aux billets en papier. Ils contiennent de nombreux éléments de sécurité, entre autres, une fenêtre transparente montrant l'image du dodo, numéros imprimés à l'encre magnétique qui deviennent fluorescents sous une lumière ultra-violette et les caractéristiques de swing imprimés à l'encre iridescente, qui changent de couleur quand on les observe dans la transparence ou sous un angle incliné.*

*Les billets de banque en polymère seront mis en circulation aux côtés des billets en papier existants et les deux seront également acceptés comme monnaie légale. La Banque travaille en étroite collaboration avec les banques et les utilisatrices de monnaie pour soutenir une transition en douceur vers les nouveaux billets de banque.*

*Plus d'informations sur les caractéristiques de sécurité dans les billets de banque en polymère peuvent être obtenus en visitant le site de la Banque <https://www.bom.mu>.*

**Banque de Maurice**  
22 août 2013

## ÉDUCATION FINANCIÈRE

## La CFA lance Claritas

Comment discuter économie financière si on n'en comprend pas les tenants et aboutissants ? Si on ne maîtrise pas le vocabulaire ? La Chartered Financial Analyst Society Mauritius (CFASM) vient proposer une compréhension claire des éléments essentiels de l'industrie de l'investissement. Ce nouveau programme d'éducation financière peut conduire à un Claritas Investment Certificate

« **U**n programme éducatif global qui va profiter aux employés ainsi qu'aux organisations et à l'industrie en général. Les employés vont acquérir de nouvelles connaissances et développer une meilleure compréhension du fonctionnement de l'industrie de l'investissement. Ce qui leur permettra de mieux assumer leurs rôles et leurs responsabilités dans leurs activités avec plus de confiance », commente le président de la CFASM, Randhir Mannick.

Ce programme, indique-t-il, comprend toutes les disciplines professionnelles dans le secteur des services financiers à l'extérieur des rôles de l'investissement, comme par exemple ; l'administration et les opérations, le service à la clientèle, les ressources humaines, les médias et la



communications entre autres.

Les cours de Claritas seront dispensés par les formateurs de la CFA et de la BSP School of Accountancy and Management. Le Claritas Certificate comprend sept modules : Industry Overview ; Ethics and Regulation ; Tools and Input ; Investment Instruments ; Industry Structure ; Industry Controls ; et

Serving Clients Needs.

Seront également mis à la disposition des apprenants des outils pédagogiques incluant un 'e-book curriculum', des dispositifs de 'note-taking' et des 'book marking', ainsi que des vidéos multimédia. Les examens auront lieu au siège de l'Advance Education Academy, à Port-Louis.

## Les experts comptables en synergie



DANS LE cadre de sa mission de développement des compétences en comptabilité et finances et de soutien aux organisations nationales encadrant la profession d'expert-comptable, l'Association of Chartered Certified Accountants (ACCA) s'associe avec le Mauritius Institute of Professional Accountants (MIPA).

Un protocole d'accord a été signé en ce sens par Jamil Ampomah, directeur de l'ACCA pour l'Afrique subsaharienne et Bheem Ramruttan, le Chief Executive du MIPA. Grâce à ce protocole d'accord, l'ACCA et le MIPA collaboreront afin de promouvoir le développement de la profession grâce au partage d'information et au renforcement des normes professionnelles, de développer des services de soutien à la formation et à la pratique du métier.

« Ce protocole d'accord va bénéficier à la profession d'expert comptable à Maurice et à nos membres. Plus de 85% des membres de la MIPA sont des experts-comptables ACCA. Ce protocole d'accord cadre avec nos objectifs stratégiques qui sont liés à la formation, au respect de principes éthiques et au développement à Maurice d'un service de qualité aux normes internationales », a souligné Bheem Ramruttan lors de son discours avant la signature du protocole d'accord.

MAURITIUS PUBLIC SERVICE  
COMMUNIQUE

## PUBLIC ADVERTISEMENT NO. 30 OF 2013

Vacancies for Post of Emergency Physician  
in the Ministry of Health and Quality of Life

The Public Service Commission invites applications from suitably qualified candidates who wish to be considered for appointment as Emergency Physician in the Ministry of Health and Quality of Life.

**Salary:** Rs 43,775 a month in a scale from Rs 43,775 to Rs 77,000 (O9 69 88). However, for the year 2013 and the year 2014, incumbents would draw salary at the discounted rate of Rs 43,190 and Rs 43,480 respectively, in accordance with the Master Conversion Table of the Errors, Omissions and Anomalies Committee Report 2013.

**Core Qualifications:**

Candidates should

(a) be fully registered as medical practitioners in accordance with legislation in force in Mauritius;

(b) reckon at least three years' experience as a medical practitioner in a recognised health institution; and

(c) possess a diploma in Emergency Medicine from a recognised institution or an equivalent qualification acceptable to the Public Service Commission.

**Closing Date:** Applications should reach the Secretary, Public Service Commission, 7, Louis Pasteur Street, Forest Side, **not later than 3.00 p.m. on Thursday 12 September 2013.**

**Note:**

1. The Notice of Vacancy and the application form (PSC Form 7) as well as other details regarding qualifications, duties, terms and conditions of employment of the post are available on the website of the Public Service Commission at <http://psc.gov.mu> and at any of the following addresses:-

▼ the Enquiry Counter of the Ministry of Civil Service and Administrative Reforms, Ground Floor, Emmanuel Anquetil Building, Port Louis.

▼ the Enquiry Counter of the Public Service Commission, 7, Louis Pasteur Street, Forest Side.

▼ the Chief Commissioner's Office, Port Mathurin, Rodrigues.

▼ the offices of the Mauritius High Commission / Embassies overseas.

2. On-line application can also be submitted through the Government web portal at <http://ww.gov.mu>

Public Service Commission,  
7, Louis Pasteur Street,  
**FOREST SIDE.**

**Date: 23 August 2013.**

## SBM soutient la Gandhian Basic School



EN 2011 et 2012 la State Bank of Mauritius Ltd (SBM) a alloué une somme de Rs 6,5 millions à la Gandhian Basic School. L'argent a servi au financement d'un nouveau projet qui comprend la construction d'une salle multimédia, d'une bibliothèque, d'un Fashion and Fabrics Workshop et d'une salle de démonstration. L'inauguration de cette nouvelle section a eu lieu hier, en présence des ministres de l'Éducation et de l'Intégration sociale et du directeur du MGI ainsi que le Chief Executive – Banking (Indian Ocean Islands) de la banque donatrice.

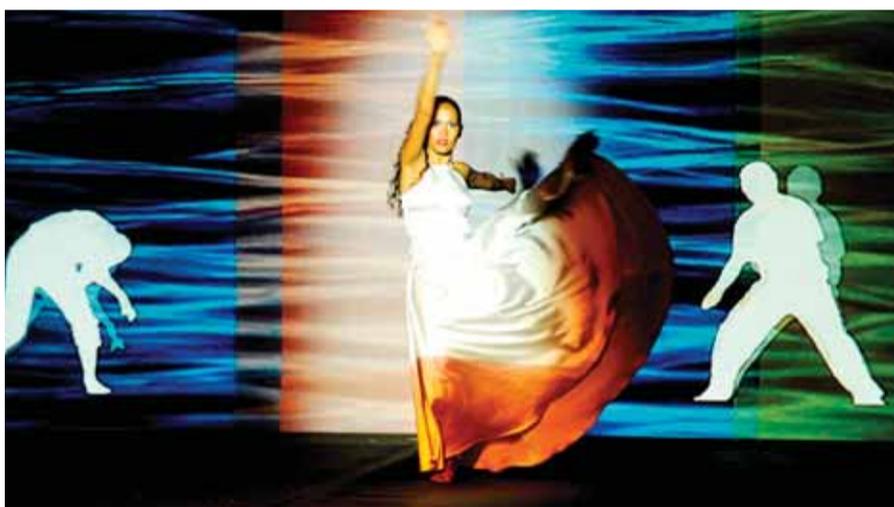
La SBM a réitéré son engagement à la GBS pour l'année en cours. Une somme additionnelle de Rs 2,873 millions lui sera allouée pour compléter la construction d'un Multipurpose Hall et pour l'achat d'équipements pour le Automechanics Workshop. Le soutien de la banque à la GBS permettra aussi d'offrir un repas quotidien aux quelque 120 apprenants de l'institution.



Des mannequins habillés de tissus brodés sortis de l'usine Aquarelle

20 ANS D'AQUARELLE

# La « famille » CIEL fête le textile



Danse et défilé de mode étaient au menu au Chassé de Wolmar



Les directeurs et têtes pensantes du groupe CIEL

**L**e groupe Aquarelle, membre de CIEL Textile, a célébré ses vingt ans en grande pompe, samedi dernier, au Chassé de Wolmar, à Flic-en-Flac. La soirée a été marquée par le dévoilement de la nouvelle identité visuelle du groupe, en présence d'un parterre d'invités, dont le ministre du Commerce, Cader Sayed-Hossen, le Chairman du groupe CIEL, Arnaud Dalais, et le Chief Executive Officer de CIEL Textile, Harold Mayer. Quelques 500 employés étaient également conviés aux célébrations.

Le Chairman du groupe CIEL a salué le parcours remarquable d'Aquarelle, qu'il qualifie de vrai 'success story'. « C'est le fruit de beaucoup de rêves, mais aussi d'efforts consentis par une équipe de dirigeants et d'employés dévoués », a déclaré Arnaud Dalais.

Ce dernier a également réitéré le soutien du groupe CIEL à son 'cluster' textile. « Rs 150 millions seront investies dans les entreprises de CIEL Textile pour l'achat de nouveaux équipements et machineries », a-t-il annoncé. Un investissement qui aidera Aquarelle dans sa quête de se positionner comme « Best alternative to China ».

Harold Mayer, CEO de CIEL Textile, a également félicité Aquarelle pour sa réussite. « Si je devais comparer les 20 ans à une course de 20 km, je dirais qu'Aquarelle a remporté la médaille d'or », a-t-il lancé au début de son discours. Ce dernier n'a pas non plus tari d'éloges à l'égard des employés, puisqu'il a affirmé que « le moteur derrière ce 'success story' est la 'winning family' d'Aquarelle ».

Avis partagé par Arnaud Dalais. « L'histoire d'Aquarelle est celle de gens formidables et passionnés. Notre force réside dans nos employés, qui sont nos soldats et nos anges », a affirmé le Chairman du groupe CIEL.

Eric Dorchies, CEO d'Aquarelle, a pour sa part déclaré que c'est grâce à cette esprit d'équipe et au soutien indéniable du groupe CIEL que la compagnie a connu « une forte croissance, avec une expansion de ses activités sur la région et l'Asie, et un chiffre d'affaires en hausse ».

Un succès que Cader Sayed-Hossen attribue également à une stratégie bien définie. « CIEL Textile a su se mettre à l'heure de la modernisation et de la globalisation. Il est aujourd'hui un acteur clé du textile mauricien et participe activement à l'économie du pays », a affirmé le ministre du Commerce.



Plusieurs centaines d'employés du groupe Aquarelle ont tenu à marquer l'événement de leur présence



Avec le DJ David Jay aux platines, l'ambiance était électrique chez les employés



**BSP SCHOOL**  
OF ACCOUNTANCY & MANAGEMENT  
YOUR SUCCESS IS OUR MAIN FOCUS

ACCA GOLD APPROVED LEARNING PARTNER



All papers - Full time & Part time



BSc in Applied Accounting



All levels



All levels



apply now

A T E C , M Q A & H R D C approved institution

## Chartered Financial Analyst

**Congratulations to all our students who passed their CFA level 1, 2 & 3.**

### Lecturer's Profile:



**Mr. Yasir Ali, ACMA (UK), ACCA, CFA, FRM**  
Senior Lecturer at BSP School  
Top lecturer from Asia-Pacific region  
He teaches ACCA (F5, F6, F9, P3, P4, P5 & P6), CIMA & CFA (All Levels)

## Testimonials from some of our successful students for June 2013 exams



"I am really happy to have passed the Level 1 CFA Exams and I would like to thank BSP School of Accountancy and Management for having introduced this course; Mr Yasir Ali, my lecturer, for his dedication, teachings and valuable advice; and more importantly, my family, colleagues and employers for the tremendous support received during the exam preparations."

**Anshinee Pillay** - Junior Business Analyst at Alternative Investment Strategies Management - CFA Level I Passed



"After completing ACCA, I wanted to pursue further studies. I intended doing CFA but knew that it would be very difficult without coaching from a competent lecturer. I was thus glad to see that BSP was starting CFA courses with Mr. Yasir Ali, a well-qualified lecturer. Payment facilities for the course were offered in such a way that you did not have to worry about the financial cost of the course. The lectures were very professional. The lecturer did his utmost to accompany us to kill the exams all along with very well structured crash course and mock exams."

**Thavisha Naginlal Modi** - Senior Company Administrator at Multiconsult Limited - CFA Level I Passed



"The Chartered Financial Analyst ("CFA") exam, albeit a very rigorous one, was made easy after having enrolled in the course at the BSP School. Our lecturer, Mr. Yasir Ali, is one of the most qualified lecturers to teach this subject. We were provided concise notes, a question bank of more than 1000 questions, frequent tests and an excellent revision class before the exam - a more than sufficient formula to pass the exam!"

**Anisa Auleear** - CFA Level I Passed



"The CFA course offered by BSP has played an important role in my exam preparation helping me design an efficient study plan. The more challenging areas were made simpler thanks to Mr Yasir Ali's clear and concise explanations and the review classes prior to the exam have been most invaluable."

**FC** - No disclosure of name requested - CFA Level 2 Passed

Call on **208 6160** or send email on: [admin@bspschool.com](mailto:admin@bspschool.com)  
to join our 'Walk-In' OPEN DAYS from 31st August to 6th September 2013  
for queries & course fee. Week days: 9.30 - 17.30 | Week-End: 9.30 - 14.00

**FREE Trial classes also available only at BSP School**

CFA	Our fees - 9 months package
Level 1	Rs 50,000*
Level 2	Rs 60,000*
Level 3	Rs 75,000*

**\*Full study materials; Calculator & 40 hours of Crash Courses FREE OF CHARGE in your 9 months package.**

**Enjoy more than 200 hours of CFA coaching with true CFA professionals.**

Join our new courses starting Saturday 7th September 2013

**Timetable for June 2014 diets (9 months courses)**

CFA	Timings ( 7th Sep 2013 to 31st May 2014)	
Level 1	Saturday	17:30 Hrs to 20:00 Hrs
	Sunday	14:30 Hrs to 17:00 Hrs
Level 2	Sunday	17:30 Hrs to 20:00 Hrs
	Monday	17:30 Hrs to 20:00 Hrs
Level 3	Tuesday	18:30 Hrs to 20:30 Hrs
	Wednesday	18:30 Hrs to 20:30 Hrs

## Credit facilities available\*

You can also pay for your fees with your **Credit Card!!!**

in collaboration with



\*conditions apply

\*conditions apply

Level 2, Anglo Mauritius House, Intendance Street, Port Louis  
Level 2, Manhattan, Curepipe

tel : 208 6160 | 294 6160 | 250 6160 | 942 6160

tel : 670 6160 | 292 5160

email : [bspschool@orange.mu](mailto:bspschool@orange.mu)

[www.bspschool.com](http://www.bspschool.com)